

CREUSE-CITRON

Journal de la Creuse libertaire n° 68 - mai-juillet 2021

17^e année

Prix libre



La Drôme, la Creuse et les boutons de rose

Dans le monde d'avant, il arrivait parfois d'entendre dire : « Nous vivons malgré tout dans un pays libre, où l'on peut dire ce que l'on veut ! » Le plus souvent cela était prononcé sans fierté aucune, sur un ton qui signifiait à-peu-près : « ... et c'est comme pisser dans un violon ». Dans le monde d'après tel qu'il se profile, on risque d'entendre beaucoup moins souvent ce genre de propos – et pas pour de bonnes raisons...

Ils s'en sont bien aperçu nos collègues de Ricochets, site participatif d'information indépendante dans la Drôme. Après avoir publié un article « prônant le sabotage comme mode d'action politique », ils ont été poursuivis en justice pour « provocation à la commission de destructions », dans un procès qui s'est heureusement terminé par une relaxe.

Nous tenons à saluer le courage de cette équipe, qui n'a pas changé de cap face à la répression, mais a continué de proposer des réflexions dangereuses et urgentes jusqu'au 10 mars dernier, quand la publication de « Solidarité aux saboteurs-saboteuses » leur a valu une nouvelle plainte de la préfecture. La rédaction a alors décidé de retirer la page en question pour éviter des nouveaux ennuis à la personne qui a subi le précédent procès, et a lancé une tribune de soutien sur son site. L'article a été republié par Reporterre.

Eh bien ! Il se passe bien des choses dans la Drôme, ce département où les antennes de la 5G semblent être faites d'une matière plus inflammable que dans le reste du pays, et où la ville de Crest (huit-mille habitants) a vu sa connexion à Internet perturbée pendant plusieurs semaines, suite à « l'incendie criminel » d'un répartiteur téléphonique Orange...

Et en Creuse ? Que se passe-t-il chez nous ?

Eh bien, chez nous les programmes de dévastation se multiplient. Après l'éolien industriel, les projets miniers et les coupes rases, voici maintenant les porcheries intensives, la géothermie profonde et les champs couverts de panneaux photovoltaïques. De tout cela nous parlerons dans ce numéro 68, au moins tant que la préfecture ne nous en empêche pas... Mais nous parlerons aussi de bons moments passés en manifestation dans les rues de Guéret et Aubusson, sans pourtant oublier de porter un regard critique sur une partie des revendications exprimées lors de ces événements. Quelqu'un parmi nous rêve et nous fait rêver d'un « retour à l'anormal », quelqu'un d'autre rappelle les raisons de notre opposition à l'obligation du port du masque, quelqu'un d'autre encore réfléchit sur les tromperies brodées par le pouvoir autour du mot « résilience ». Et, pour ne pas oublier le reste du monde, nous revenons sur le désastre de Fukushima, dix ans après.

Mais la tentation est trop forte de partager avec nos lecteurs au moins deux phrases de « Solidarité aux saboteurs-saboteuses », avant que le texte disparaisse définitivement de la circulation : « Quelle que soit leurs couleurs ou celle du parti politique qui les porte (vert, rouge, brun, rose, bleu...), ces énergies, ces industries et ces mégapoles, ancrées dans la croissance économique, le productivisme et la consommation, aggravent par nature les carnages d'humains et autres êtres vivants. Des carnages mondialisés, auprès desquels des incendies de dispositifs techniques sont des boutons de roses parfumés ».

Bonne lecture !

ENRICO



Collage Rapé-Moulinette

En bref

La moisson du soleil coupe l'herbe sous le pied des espèces sauvages

Dans l'indifférence générale, près de 22 hectares de nature sont sur le point d'être clôturés et mis sous vidéo surveillance, pour produire de l'électricité !

Un agriculteur à la retraite a monté une société anonyme « La Moisson du soleil », et a pris la décision de venir dégrader tout un écosystème, perturber des espèces sauvages, supprimer des terres agricoles, et polluer notre paysage !

Il veut installer 46 312 panneaux solaires, autour desquels vont paître une 100aine de brebis ! Voilà comment contourner la loi qui n'autorise pas à transformer des terres cultivables en champs de panneaux solaires ! Malin ! Non ?

Ceci sur la colline de Marchedieu. c'est à dire entre le rond-point illégal de La Seiglière (où le département a détruit des hectares, enfreint la loi sur l'eau et n'a pas respecté les mesures compensatoires !) et le rond point beaucoup moins cher en plastique rouge et blanc, tout près du transformateur électrique.

La Moisson du soleil va bien entendu recevoir de l'argent public, une consultation devrait avoir lieu, mais comme on le sait, elle ne sert à rien puisqu'en général personne n'est au courant et même si la majorité des avis exprimés sont défavorables, la préfète peut l'autoriser ! Nous avons de nombreux exemples qui le confirment comme récemment l'autorisation d'un élevage de 1000 cochons enfermés sur la commune de Tercillat !

Et ce promoteur ne compte pas s'arrêter là ! Il a l'intention d'utiliser cette énergie électrique issue du soleil pour produire de l'hydrogène ! Ingénieux ce type ou destructeur de la nature ? À vous de voir. Moi ce que je vois c'est la disparition des espaces et des espèces naturelles, le saccage des paysages, l'allongement de la durée de vie des centrales nucléaires, le développement du numérique, gros consommateur d'électricité, et rien de concret pour stopper le gaspillage !

MOUCHERONNE

P.S. Pour mener leur projet à terme, il est nécessaire de modifier le PLU (plan local d'urbanisme).

Un avis d'enquête publique est en cours depuis le 12 avril, jusqu'au 12 mai inclus.

- Dossier consultable sur le site Internet creuse-grand-sud.fr., ou en mairie d'Aubusson les lundi, mardi, jeudi, vendredi de 9h à 13h, et mercredi de 9h à 13h et de 14h à 17h.

- Permanences : vendredi 7 mai de 9h à 12h et mercredi 12 mai de 14h30 à 17h30.

Cernés, mais pas bernés !

PRENEZ UNE CARTE au 1/25 000^e, pour aller randonner curieux... et allez sur la commune de Lapeyrouse (63) lieu dit « Le Vernet », un GAEC y pratique l'industrie porcine.

À 700 m de là, au lieu-dit « Les Bourses », autre GAEC, aussi dans la pratique de l'industrie porcine avec une extension à venir pour passer de 432 à 1644 porcs à l'engrais.

La filière a le vent en poupe, et on est envahi dans la région ! Souffrance animale, tenue loin des regards. Un concours avec la Bretagne serait-il ouvert ? Silence, laisse faire, mange et tais-toi ?

Les épandages sur Lapeyrouse et Vernusse avec les pluies auront peut-être bien raison du ruisseau du Puy Guillou... mais allez vous y balader et rencontrez ces industriels des temps modernes, discutez avec eux, et si un gros syndicat d'exploitants agricoles (des paysans ?) se plaît à dire qu'ils nous nourrissent, serez-vous rassurés pour autant ?

Vous avez un peu de temps devant vous ? Alors profitez-en pour découvrir au lieu-dit « Les Landes » à Durmignat, la réalisation en cours d'une nouvelle porcherie industrielle : 1008 porcs à l'engrais sur 961 m², même esprit, même ambition, même nature de projet : des porcs qui jamais ne verront le jour, qui deviennent des « choses » dès lors qu'ils sont nés, mis à l'engrais pour 4 à 6 mois dans le meilleur des cas, engraisés à quoi ? Les consommateurs pourraient savoir ce qu'ils mangent ? Aliment sec, c'est quoi ? Ça vient d'où ? C'est fait comment ? Il paraît qu'on appelle ça des aliments médicamenteux car ils contiennent des antibiotiques. Hummm !

Épandages sur Durmignat et surtout Echassières, labellisée station verte (ouf !! ça rassure !) mais à terme pollution des mares, rus et ruisseaux et Bouble à sec en été lors des canicules. Tout va bien !

Servant (63), au lieu-dit « Les Bruyères » pas très loin du plan d'eau, bien agréable aux beaux jours : pêcheurs, marcheurs, pétanqueurs, nageurs, cam-

peurs..., une EARL, encore une porcherie industrielle qui doit passer de 1465 à 2196 porcs (dont 1956 porcs à l'engrais). Avec générosité cet ICPE¹ « s'épandra » sur les communes de Servant, (premier servi), Moureuille, Veauce, Vicq et Sussat !

Et incroyable : il semblerait que des mauvaises langues font circuler le bruit que d'autres projets de cet acabit seraient « dans les tuyaux », mêmes profils, mêmes ressorts, mêmes mots et maux. L'industrie porcine se tient cachée : qui peut voir les animaux, en acheter sur place, ou passer commande après avoir visité le lieu où ils sont engraisés ? Heureusement il existe aussi des fermes où les paysans sont fiers de nous montrer leur élevage ou leur culture. Des changements de mentalité pourraient faire bouger cette situation, suite à la diffusion d'une vidéo présentée par différents médias le 7 octobre ! Dans la foulée Sébastien Arsac, membre fondateur de L214 intervenait sur l'émission H2O (16h Radio France Bleue pays d'Auvergne). Donc tout un chacun sait, ou peut savoir, ou enfin on peut penser qu'il devient très difficile de ne pas savoir, sinon à préférer fermer les yeux, faire comme si, avaler quelques couleuvres de plus.

Pour conclure je me demande si : « Personne ne sait ce qui se passe aujourd'hui parce que personne ne veut qu'il se passe quelque chose » (intro à l'émission « les pieds sur terre » 13h30 du lundi au vendredi sur France culture).

1 ICPE : Installation Classée pour la Prévention de l'Environnement.

CÉRÈS

MALHEUREUSEMENT, d'autres projets risquent de voir le jour : à Mérinchal, Nouhant, Tercillat, Jouillat, Saint-Julien-La-Genête... 13 500 cochons enfermés au milieu de notre campagne !!!

Les compagnies porcines (genre Cirhyo à Montluçon) cherchent des endroits où se développer. La peste porcine africaine ayant sévi en Chine, puis débarqué en Allemagne, le cochon n'ayant certainement plus la côte en Bretagne, on regarde où en mettre encore plus !

Et comme d'habitude, l'État, bonne poire, aide les grosses compagnies. L'INRA et le ministère de l'agriculture ont lancé tout un programme dans le Massif Central pour promouvoir le cochon. Ils l'ont appelé « Aporthe complémentarité bovin-porcin ». T'as des vaches, fais donc des cochons, on a des porcheries à placer ! Voilà le mot d'ordre !

En tête de gondole du programme « Aporthe », on trouve nos éleveurs creusois notamment ceux de Verneiges !

Et comme les éleveurs, après, ils feront du boeuf et du porc, et ben, bingo, on pourra leur payer le bœuf encore moins cher... mais si, puisqu'ils auront le porc pour compenser !

Il y a même une association « Porc montagne » pour promouvoir ça. D'ailleurs, si vous l'ignoriez, la commune creusoise de Verneiges est en pleine montagne ! Et quand on aura installé tout ça, bien pollué les captages d'eau et contribué aux développements des algues vertes, on pourra mettre des gros méthaniseurs partout sûrement, en mélangeant tous les fumiers et tous les lisiers... il y en a qui vont être contents contents, contents...

Pour en savoir plus sur les causes d'installation de ces grosses porcheries en Creuse, consulter le n° 28 du *Trou des Combrailles* en vente dans les presses du coin et/ou pour plus d'infos sur le sujet :

Mieux protéger la nature et les animaux permettra d'éviter de futures pandémies dans *National Geographic* du 30/10/2022.

Élevage : les épidémies d'origine animale augmentent avec la multiplication du bétail dans *Sciences et vie* du 23/07/2020.

L'élevage intensif nous mène droit vers la prochaine pandémie, *Courrier International* du 01/05/2020.

Pandémies et biodiversité : l'avertissement solennel de quatre experts de l'IPBES, *Actu-environnement* du 28/04/2020.

Les habitants de Tercillat face à la porcherie

NOUS ALLONS ESSAYER de retranscrire comment une coopérative agro-industrielle peut sciemment détruire les relations sociales dans une commune et nuire à son environnement, en convainquant simplement un jeune agriculteur de se lancer dans l'aventure hasardeuse d'un élevage intensif de 1008 porcs.

Début juin 2020, nous découvrons tout à fait par hasard sur le panneau d'affichage de la mairie puis sur le site de la Préfecture un projet de construction, à la sortie du bourg de Tercillat, d'une porcherie de 1008 porcs, qui s'ajouteront aux 504 porcelets déjà détenus par ce GAEC, soit 1109 animaux équivalents.

Cet élevage de type industriel sur caillebotis générera un épandage annuel de 1694 m³ de lisier sur près de 200 hectares et un prélèvement de 2250 m³ d'eau sur le réseau public d'eau alors que le nord de la Creuse est en déficit hydrique chronique et qu'à l'été 2019, le syndicat d'alimentation en eau potable a dû faire remplir plusieurs fois le château d'eau par des citernes.

Nous sommes alors quelques-uns à nous mobiliser et à communiquer sur ce projet.

On se regroupe en collectif « le collectif citoyen creusois l'échalier » pour étudier le projet, le faire connaître autour de nous et le contrer.

La tension est un peu vive dans la commune, surtout que la période de consultation coïncide avec le 2^e tour des élections municipales.

Malgré la procédure minimale de consultation du public et l'absence d'étude d'impact, d'information et de débat, de nombreuses personnes écrivent leur opposition sur le registre ouvert à la mairie - il sera nécessaire d'ajouter des feuilles - et envoient mails et courriers à la Préfecture de la Creuse.

Nous sommes sûrs qu'une centaine de lettres au moins ont été ainsi adressées à la Préfète entre le 8 juin et le 6 juillet 2020. Par comparaison, nous avons appris qu'en 2019, la consultation publique sur le projet d'extension d'une porcherie de 2600

porcs sur Nouhant, Soumans et Verneiges, n'avait recueilli aucune observation, d'où l'importance de communiquer largement.

Les quatre communes concernées par l'épandage doivent ensuite se prononcer sur ce projet, Bussière-St-Georges l'approuve, mais assortit sa délibération de plusieurs points négatifs sur ce type d'élevage intensif... La Cellette est mitigée, 4 pour, 4 contre et 3 abstentions, Nouzerines est contre à la majorité et les élus de Tercillat émettent un avis défavorable unanime et motivé contre ce projet.

C'est une première victoire mais nous savons que le dernier mot revient à la préfète et qu'elle peut ne pas tenir compte des multiples avis défavorables, d'autant plus que les lobbys agricoles détiennent un pouvoir considérable dans notre département.

À ce jour, aucune décision n'a encore été prise, on nous a parlé d'abord de mi-septembre puis de janvier 2021 ?

Nous avons finalement appris que c'était la coopérative qui avait proposé ce projet au jeune agriculteur en lui faisant miroiter un revenu complémentaire important pour peu de travail journalier. Lui-même ne serait pas spécialement

enthousiasmé par ce projet mais... il faut bien faire quelque chose, dit-il !

Malheureusement, nous craignons qu'il soit la victime d'un modèle mortifère qui maintient les paysans dans un asservissement volontaire mais réel, il n'y a qu'à voir le film « *Au nom de la terre* », c'est exactement le même système dit « d'intégration », la coopérative fournit les cochons au GAEC, elle fournit l'aliment, elle vient chercher les porcs engraisés au bout de quelques mois et, si les cours n'ont pas chuté entre temps, l'agriculteur peut espérer être rémunéré convenablement. Donc, il n'a aucune maîtrise sur son exploitation, alors que c'est lui qui va supporter tous les investissements.

Bien sûr, il ne maîtrise pas non plus sa production dont il ne connaîtra ni le lieu ni le mode de transformation, ce ne sont pas des animaux qu'il élève, mais des kilos de viande sur pieds, engraisés au soja transgénique dans des espaces exigu - 0,80m² par porc, les dents et la queue coupées pour éviter le cannibalisme, des cochons maintenus toute leur vie dans des espaces fermés sans jamais voir la lumière du jour et sans aération naturelle - au-dessus d'une fosse à lisier puante.

Actuellement, les cours du porc sont au plus haut parce que la peste porcine



Illustration d'Alain GOJAL, édition "Eous le vent, es pieds sur terre"



africaine a détruit la moitié des élevages en Chine et ceci explique sans doute pourquoi les coopératives essaient d'implanter beaucoup de porcheries dans le département, mais quand la Chine aura reconstitué ses élevages, les paysans français n'auront plus que leurs yeux pour pleurer.

Comment peut-on inciter un jeune agriculteur de 25 ans à s'installer avec un projet d'arrière-garde alors que des modes de production en plein air ou sur paille ont fait la preuve de leur rentabilité et de leur pérennité ?

Comment, avec l'expérience des algues vertes en Bretagne, pouvons-

nous continuer à laisser l'agriculture produire notre alimentation au détriment des sols, de nos eaux, de nos conditions de vie et de santé, de nos relations sociales et du bien-être animal ?

Comment le Crédit Agricole peut-il accorder aussi facilement 426 000 € de prêt pour un projet dont le plan de financement est truffé d'incohérences et dont la viabilité à long terme est plus qu'incertaine ?

Comment la Région peut-elle accorder 70 000 € de prime à l'installation à ce jeune agriculteur sans exiger de lui un projet novateur correspondant à ses aspirations ?

Avec la pandémie mondiale que nous sommes en train de vivre, dont la cause est directement liée aux problèmes d'agriculture intensive, de déforestation et de perte d'habitat des animaux sauvages, les paysans devraient changer leurs méthodes de production et réfléchir à produire une nourriture plus respectueuse du confort animal et de la biodiversité végétale.

Nous ne voulons plus de cette agriculture intensive qui défigure les campagnes, pollue les sols et l'eau par l'utilisation d'engrais, de pesticides, d'antibiotiques et qui a des conséquences néfastes sur la santé de toute la population.

Nous ne voulons plus de cette nourriture-là non plus.

Nous nous inquiétons de l'impact économique généré par l'implantation de ce type d'élevages dans notre commune : perte de revenus des petits producteurs, du tourisme, des gîtes ruraux et des campings, perte de valeur de nos maisons, diminution de l'attractivité du territoire.

Le monde agricole doit évoluer face aux changements de la société et à ses attentes concernant l'alimentation.

C'est à ce prix que le dialogue entre les paysans et la population sera rétabli.

Pour le moment, les porteurs de projet et le syndicat agricole majoritaire nous traitent de « perturbateurs » et nous accusent d'empêcher les agriculteurs de vivre et de travailler en paix, alors que nous nous inquiétons seulement de la qualité de l'eau que l'on boit, de notre qualité de vie, de notre bien-être, de notre environnement.

Le fossé entre ces deux points de vue ne semble pas près de se combler...

Et pourtant, si la Creuse a encore un atout, ce sont sûrement ses paysages, il faudrait les protéger !

COLLECTIF CITOYEN CREUSOIS L'ÉCHALIER

Éoliennes : la course de vitesse entre les aménageurs-bousilleurs et les opposants est engagée

UNE VINGTAINÉ DE PERSONNES, représentant la plupart des collectifs du département et du Plateau, se sont réunies fin février pour poursuivre le travail d'information et d'organisation contre la prolifération de l'éolien industriel.

Il a notamment été décidé la création d'un site Internet commun : eoliennes23.fr, qui sera alimenté par des correspondants des différents lieux concernés. Il permettra de disposer à la fois d'arguments et d'informations actualisées sur les projets éoliens locaux et l'opposition qu'ils suscitent.

Par ailleurs, des rassemblements de quelques dizaines de personnes ont eu lieu depuis février à Vareille, puis à Fontanières, à l'occasion d'enquêtes publiques relatives à de nouveaux parcs dans le nord du département.

Pendant ce temps, les promoteurs éoliens continuent à prospecter tout azimut auprès des municipalités ; d'autres enquêtes

publiques sont en préparation dans les mois qui viennent (à Marsac et, selon nos informations, dans quatre autres municipalités).

Rappelons que l'année 2021 a commencé avec des enquêtes publiques à Anzème et Saint-Fiel concernant des projets de parcs éoliens sur ces communes.

Ces derniers mois diverses délibérations municipales anti-éoliennes ont continué d'être votées : notamment des motions de principes au Donzeil et à Saint-Hilaire-Le-Château, et des délibérations plus spécifiques à Evaux-Les-Bains, Chambon-sur-Vouèze et Sannat, contre l'un des nouveaux parcs en projet sur ces communes.

Des choses commencent à bouger au niveau de la communauté de communes d'Evaux (*Creuse Confluence*) : selon un sondage interne réalisé début 2021, il apparaît que 80 pour cent des municipalités de cette comcom sont hostiles au déploie-

ment de l'éolien industriel. Malheureusement seul une minorité de ces conseils municipaux ont jusqu'ici osé prendre position publiquement en ce sens.

Dans le même temps, au niveau départemental, un « pôle énergie renouvelable » a été mis en place par la préfecture, qui se présente comme un lieu de réflexion et de concertation entre les élus locaux et les services de l'État, mais qui est en réalité un organe chargé d'organiser l'acceptation de l'éolien et du renouvelable en général, voire de planifier son déploiement.

Il est toujours plus urgent que les personnes opposées à ces machines se manifestent et agissent en fonction de leurs moyens (rappelons déjà qu'une pétition est en cours. Elle est disponible sur eoliennes23.fr).

CÉDRIC

GAME OF TROU

Êtes-vous prêts à trembler à Saint-Pierre-Roche ?

À SAINT-PIERRE-ROCHE, une génération d'ingénieurs biobio dernier cri importe une nouvelle manière de saccager le territoire : la géothermie profonde. Avec des forages à plus de 3 km de profondeur, ils espèrent extraire un fluide dont la chaleur permettra de produire de l'électricité.

La pelle verte

Par rapport au nucléaire et autres énergies vertueuses, la géoconnerie profonde fait figure de bonne élève dans les cahiers des charges des nouvelles normes écologiques. À quelques détails près.

Parmi ces détails, les riverains seront certainement ravis d'habiter à côté d'une nouvelle merde industrielle et de voir introduire dans leur paysage une centrale électrique, des machines de forage ou des bassins d'eau toxique. Et qui dit « merde industrielle » dit « risque industriel ». En l'occurrence, voici quelques perspectives enthousiasmantes concédées dans les dossiers de ce projet : déversement accidentel de produit, fuite de fluide géothermal toxique, exposition à la radioactivité, émanation de gaz, sismicité induite, etc. (Les suicides de paysans ne sont pas comptabilisés, le cynisme a ses limites.)

La disparition d'espèces protégées entraînera des mesures compensatoires retombant sur les agriculteurs voisins qui subiront restrictions de fauchage et interdictions de certaines pratiques agricoles. En contre-partie, les paysans du cru pourront bénéficier d'une infrastructure high-tech pour sécher leur foin ! Quant aux exploitants, la potentielle présence de lithium dans le sous-sol leur fait miroiter de riches perspectives.

La mesure est dans le pré

Dans leur monde de progrès et de destruction durable, il suffit de chiffrer différents aspects de la catastrophe annoncée pour être pardonné. Ainsi en va-t-il des risques sismiques : quelques petits capteurs en bordure de site et hop ! Le tour est joué. Pour les dégagements gazeux, la même ficelle est utilisée afin de faire passer tous les feux au vert. Nos verdâtres ingénieurs

veillent. Une mesure, ça se respecte. Et après ? Rien. On saura, c'est tout. (À deux flagellations près, on n'est pas très loin du confessionnal. En guise de pénitence, un projet est arrêté en Alsace, mais l'industriel sera sauvé car les tremblements de terre qu'il a provoqués n'étaient selon lui « pas prévisibles ».)

La mesure n'est là que pour entériner le problème. Elle fait croire à une possible « gestion » en s'imposant en lieu et place du réel. Elle fait oublier la démesure initiale : pour le profit de quelques-uns (au détriment de tous les autres), il est légitime d'exploiter tout ce qui constitue cette planète. Ripolinée de biobiotise ou pas, la norme est de transformer tout et tous en marchandises. Que ces fossoyeurs verts prennent ou donnent la mesure, ils nous prennent le monde.

La soupe au trou

S'il est difficile d'avoir prise sur de colossales multinationales, cette fois-ci, le projet est soutenu par des petits acteurs « bien de chez nous » : d'un côté, les pouvoirs publics qui l'ont accueilli à bras ouverts à tous les niveaux et, de l'autre, Geopulse SAS (regroupant Storengy SAS et TLS Geothermics) dont les dirigeants

se sont juste recyclés dans la géothermie après une carrière chez Total.

C'est malheureusement toujours la même rengaine de saccage organisé. Pour ce projet tellement plus vert que d'autres, on a juste changé quelques couplets à braire en chœur. Les débats publics comme l'enquête publique n'ont pas pour mission d'aborder la question de fond : cette énergie pour quoi faire ? à qui et à quoi va-t-elle profiter ? quel monde alimente-t-elle ? Une usine d'armement reste toujours aussi dégueulasse, qu'elle tourne à l'énergie nucléaire ou à l'énergie géothermique.

Les besoins qui nous sont imposés, les modes de vie qui nous sont vendus, la technologie qui nous fascine et nous façonne ne dissimulent même plus l'ampleur de notre asservissement. Au final, le choix est simple : ou demeurer dans l'empoisonnement industriel et la servitude, ou, malgré l'héritage toxique de l'industrialisation, chercher la voie de la liberté, avec ses inconnues et ses tout autres risques.

COLINE GHETTO & TOM CREUSE
(TAUPES GUN PRODUCTION)





Note de la Rédaction :

LA SOCIÉTÉ GÉOPULSE possède deux « Permis Exclusif de Recherches » pour réaliser des centrales de géothermie profonde. En Creuse le PER Combrailles en Marche et dans le Puy de Dôme le PER Sioule Miouze.

Pour ce dernier un projet de centrale géothermique est prévu sur un terrain du village de Prades, à Saint-Pierre-Roche.

Une demande de travaux miniers pour quatre forages profonds (4 à 5 km de profondeur) a été déposée fin 2020, pour

démarrer le premier forage d'exploration en 2021. L'enquête publique a pris fin le 25 mars. Un collectif local nouvellement créé contre ce projet ainsi que stop-mines23 ont alimenté le débat.

NB : Au nord de Strasbourg depuis un an, de nombreux séismes ont causé des dégâts importants sur les habitations (entre 700 et 1200 dépôts de plaintes). La cause : les forages d'un projet de géothermie profonde sur la commune

de Vendenheim (entreprise Fonroche).

Aujourd'hui quatre projets de géothermie sont suspendus en Alsace qui était la région pilote pour la géothermie profonde. Un collectif des victimes de la géothermie profonde a été créé fin mars.

Une autre demande de PER géothermique, d'un périmètre de 105 km² a été déposée en Martinique.



Le retour à l'anormal

DEPUIS LE DÉBUT DE L'ANNÉE, la grogne gagne le monde de la culture, apparemment lassé de l'interdit qui pèse sur les lieux de spectacles, sur les cinémas et sur les musées¹. En mars dernier, à l'initiative du centre culturel Jean Lurçat, entre trois et quatre cents personnes ont défilé dans les rues d'Aubusson, désireuses de voir rouvrir les lieux culturels de la ville, et d'ailleurs. Un premier pas vers un mouvement plus consistant, ou un coup d'épée dans l'eau ?

Les historiens du futur s'accorderont sans doute sur un point : en ce début de XXI^e siècle, l'urgence s'éternise. Il en va de l'urgence sanitaire comme de l'urgence écologique : une fois inscrite à l'agenda des grands de ce monde elle sert de toile de fond à tous leurs premiers rôles. Et le spectacle dure, il y a des rappels, des bonus, des suites et des suites de la suite. On voudrait pouvoir quitter ce mauvais théâtre, seulement aucun entracte n'est prévu, les issues de secours sont bloquées et dehors qui sait ce qui nous attend...

Comment alors ne pas faire partie du spectacle ? Occuper la scène ? Huer les vedettes ? Discuter dans les travées ? Changer le décor ? Changer le monde ? Mais les premiers rôles ne cessent de nous promettre un monde à la fois radicalement nouveau « nous avons appris des erreurs du passé... » et inchangé « toutes ces habitudes qui nous manquent tant ... ».

Envers et contre tout, la crise demeure l'occasion de tout continuer comme avant. En plus grand. Plus fort. Plus ambitieux. Plus scientifique. Plus solidaire. En pire donc.

Et tandis que nos vies rétrécissent, que nos cultures s'appauvrissent, tandis que s'amenuisent les occasions de rencontres et de découvertes, d'entraide en chair et en os, de nez à nez avec l'étrangeté, tandis que les moments d'amitié se raréfient, comme les occasions d'user pleinement de nos cinq sens, nous sommes sommés de rester patients et compréhensifs, dans une sorte d'apnée citoyenne, solidaire toujours, confiante assurément, dans la perspective d'un retour à la normale, mais la normale en mieux. En plus vert. Plus connecté. Plus efficace. Plus sûr...

Qu'avons-nous donc à attendre de cette normalité ? Et surtout que ne vivons-nous

pas, pendant ce temps, qui serait peut-être à notre portée ? Quelles désobéissances ? Quelles tentatives ? Quels bonheurs possibles ?

Pas pour le plaisir de braver l'interdit (quoique ce plaisir, parmi d'autres, ne soit pas à dédaigner...), mais avant tout pour continuer de chercher une vie digne et franche, qui ne nous soit pas dictée par d'autres, qui plus est par des individus aussi peu respectables que des ministres ou des scientifiques appointés par l'industrie du médicament. Une vie où exercer nos responsabilités, individuelles et collectives.

L'interdit pèse, coupe, serre. Mais il n'est ni omniscient, ni tout puissant, du moins pas encore. Un gendarme pour combien d'habitants ? Combien de routes à surveiller ? La répression pour deux ou trois, mais pour trois cents ou quatre cents ? Il suffit parfois de s'y essayer, de risquer une rencontre, un rendez-vous, un rassemblement, pour s'apercevoir que le risque n'est pas si grand, et pouvoir en témoigner. En Creuse, la peur du virus manque un peu de combustible, et de nombreux habitants s'en rendent compte². Reste la peur du gendarme. Et le désir d'autre chose, vivant dans les brèches.

Même si nous aurions tort de nous en contenter, nous héritons d'un certain nombre de conquêtes sur lesquelles nous appuyer. Pour ce qui a lieu dans l'espace privé, l'État ne peut faire que des recommandations (« pas plus de six personnes, etc. ») qui n'ont pas force de loi. Il faut un mandat en bonne et due forme à un gendarme qui voudrait entrer chez vous, ou même vous faire ouvrir le coffre de votre voiture, et vous êtes en droit de le lui demander. De même, l'état d'urgence sanitaire, confinement ou non, n'a pas remis en cause le droit de manifester, et nous parlerons plus loin des rassemblements qui se tiennent à Guéret chaque samedi depuis la fin de l'année dernière.

Le climat de peur et de restriction entretenu depuis des mois nous amène bien souvent à faire du zèle, à supposer interdit ce qui ne l'est pas, dangereux ce qui n'est qu'incertain, risqué ce qui demeure à portée de main. Méfions nous de ce travers, et posons-nous la question :

si le gouvernement ne s'attaque pas au droit de manifester, est-ce parce qu'il craint une réaction trop vive du corps social ou parce qu'il considère les rassemblements comme vidés de leurs possibilités subversives, à force de répression, de divisions partisans, de chacun chez soi ? Et si demain manifestations et rassemblements étaient interdits, serions-nous dans la rue pour les défendre ? Assez nombreux et déterminés ?

Revenons à la journée du 20 mars à Aubusson. C'était évidemment bien agréable, de se retrouver dans la rue, au soleil, de croiser des gens qu'on n'avait pas vu depuis longtemps, de se sentir un peu ensemble. Mais le fait est que pour défendre les arts et le spectacle vivant, il y avait tout de même peu de musique et peu de chant, peu de parole et de jeu, peu de danse. Un peu de tout ça cependant, et les personnes qui l'ont porté et organisé doivent être saluées.

Pourquoi si peu ? Sans doute ce rendez-vous a-t-il été décidé un peu vite, et dans une bonne part d'improvisation et sans doute nos habitudes de consommation s'appliquent-elles de la même manière aux légumes que nous mangeons, aux spectacles auxquels nous assistons, qu'aux manifs auxquelles nous nous rendons. Nous manquons cruellement d'une culture commune qui nous amènerait à faire ensemble, fût-ce de manière improvisée, ce qui est fait, en temps normal, par des professionnels, de l'agriculture, du spectacle, ou de l'agitation sociale... Et nous aurions tort de nous y résigner.

Enfin, un constat devrait nous alerter. Nous étions, disons trois cents. Trois cents personnes supposément attachées à la vie culturelle et à la liberté d'expression. Des responsables de lieux divers, des techniciens, des artistes, des *habitués* de tel ou tel lieu culturel. Trois cents personnes désireuses d'ouvrir, de jouer, de goûter à nouveau au spectacle vivant. Nous étions trois cents et nous sommes tous et toutes rentrés tranquillement chez nous, après cette belle après-midi au soleil.

L'occasion était belle pourtant, de faire un pas de plus. Occuper le théâtre pourquoi pas... Y tenir, au moins, une assemblée pour prendre la mesure de ce que



Extrait de S.O.S.. Bonheur de Griffon et Van Hamme

chacun est prêt à faire ou non. Et se donner un prochain rendez-vous. Ce manque de suite dans les idées est bel et bien un travers collectif, qui relève, sans doute, d'un manque de désir, d'appétit, au niveau individuel.

La culture de la lutte, de la désobéissance, manque, elle aussi, cruellement de vivacité.

Comment l'expliquer ? L'habitude, sans doute, d'attendre financements et moyens du bon vouloir des institutions de tutelle. L'habitude aussi d'un certain confort, dans le travail comme dans le quotidien. Les cigales n'aspirent-elles pas un peu trop au train de vie de la reine des fourmis ?

La question pourrait donc être : sommes-nous en lutte pour voir rouvrir les lieux qui nous sont chers, et si oui quelle pourrait en être la prochaine étape ? Quelles tentatives ? Avec quels risques ? Comment se donner les moyens d'en discuter ? De témoigner de ce qui se fait déjà, aux marges de la légalité ? De mesurer ce qu'implique un régime de semi-clandestinité, en terme de diffusion de l'information, d'organisation, de pratiques ? Et si la débrouille, la marginalité, l'illégalisme, plutôt que d'être subis se muaient en choix, en tentatives, en effort commun vers un moindre confort et une plus grande liberté ?

Covid ou non, la démocratie restrictive s'invente depuis des années. Nous devons la contester parce qu'illégitime mais aussi nous organiser pour continuer à vivre, sans attendre des autorisations incertaines et conditionnelles (être vacciné, être testé,

être bien coiffé pourquoi pas, ou encore être aux normes, être déclaré, ne rien avoir à cacher...). Autorisations qui, à la longue, ne feront que renforcer la main mise de l'administration et de la police sur nos existences.

Les rassemblements du samedi matin à Guéret, commencés depuis fin 2020, ont connu un temps fort avec le Carnaval du 20 février et se poursuivent depuis (voir pages 11 à 13). Si la foule des grands jours n'est pas toujours au rendez-vous, ils permettent, sous couvert de manifestation déclarée, de tenir une assemblée, d'échanger des nouvelles, de partager des témoignages. De ne pas désertier la rue, en ces temps de repli mortifère et de maintenir ouvertes des possibilités de rencontres et d'actions. À quand un tel rendez-vous du côté d'Aubusson ?

Covid ou non, l'étau se resserre. À mesure que nous acceptons le masque et le bâillon, l'État découvre son visage autoritaire.

Voilà qui devrait nous amener à prendre des risques, certes limités (de fait, nous ne sommes pas en Syrie ou en Birmanie) mais surtout nécessaires. Faute de pouvoir mettre le frein à tout le reste, il s'agit au moins de défendre ce qui nous importe.

C'est notre capacité de réaction face à l'interdit qui donne la mesure de notre attachement à la liberté.

Ainsi, quand nous défendons le droit de manifester, défendons-nous des espaces de rencontres, de contestation, d'élaboration d'autre chose, ou seulement une routine militante ?

Quand nous ne pouvons plus aller au théâtre ou au bistrot, rendre visite à nos vieux, voire veiller nos morts, est-ce une

habitude qui nous manque vaguement ou une violence qui nous est faite ?

Aucune loi ne peut nous empêcher de nous embrasser ou de nous serrer la main. Si nous ne le faisons plus, c'est que nous nous l'interdisons à nous-même.

Sommes-nous bien sûrs d'avoir de bonnes raisons pour cela ? Certains, certains n'y ont pas renoncé, qui n'ont pourtant pas semé la mort autour d'elles...

Pour ce qui est de vivre, il n'y a pas lieu d'attendre. Mais il y a toujours à apprendre. À marcher sur un fil entre responsabilité et liberté, prudence et audace, réflexion et intuition. Il y a à poursuivre cette recherche à travers des tentatives diverses, à travers la rencontre, la discussion et la confrontation.

Sommes-nous véritablement disposés à assumer les conditions d'une vie décente ? Un ciel vide d'avions, une économie en sourdine, la débrouille auto-gestionnaire, au théâtre comme aux champs ? Des noms d'oiseaux, des noms de plantes pour peupler nos conversations ? Sommes-nous prêts à défendre un grand retour à l'anormal ?

DAVID LINKOWSKI

1. Les bibliothèques, dont on fait peu de cas en général, ont rouvert depuis quelques temps, comme les librairies d'ailleurs. Mais pas sans masque, hélas.

2. De fait, même les chiffres officiels ont du mal à faire peur : d'après *La Montagne*, du 8 avril, le nombre de personnes testées positives (et donc pas nécessairement malades) la semaine précédente, étaient de 75 pour 100 000 habitants.

La Culture de l'obéissance

UNE CENTAINE DE PERSONNES était réunie ce samedi 20 mars pour soutenir la tentative d'occupation de la scène nationale d'Aubusson et défendre la culture avec un grand Q (dixit Franck Lepage)¹. Cette journée s'inscrivait dans un mouvement national faisant suite aux occupations de théâtres dans plusieurs grandes villes de France.

Une petite estrade avait été montée et une sonorisation installée. Les prises de parole se sont succédées pendant une petite heure. Que réclamaient donc ces braves gens ? Que l'État autorise l'ouverture des théâtres et les laisse obéir, pardon travailler.

Il est franchement étonnant de constater le déclin de la pensée politique chez les tenants de l'expression artistique dans ce pays, depuis 50 ans. Un des chefs de file de ce mouvement d'occupation, Jean-Michel Ribes, directeur du théâtre des Champs-Élysées à Paris, a eu le privilège de pouvoir s'exprimer sur ce sujet sur les ondes de France Culture, la bien nommée.

Il expliqua que son théâtre, haut lieu de rendez-vous de la bourgeoisie parisienne, est équipé en masques, qu'il a investi dans l'achat de gel hydroalcoolique et qu'il fera respecter la distanciation physique ainsi que le sens giratoire, afin que personne ne se croise. L'idée de se parler entre inconnus étant désormais proscrite par la loi française.

La possibilité de questionner la politique imposée en force par le gouvernement depuis un an et qui nous a fait basculer dans une sorte de totalitarisme numérisé et sanitaire, nous emprisonnant, littéralement, avec masques, vaccins expérimentaux obligatoires et écrans connectés, n'a eu droit de cité ni chez le directeur de la salle de la capitale ni chez les intervenants aubussonnais. Ces derniers étaient d'ailleurs tous masqués, comme presque tous les « spectateurs ». Il y avait même une personne qui nettoyait le micro entre chaque intervention.

À l'aide de textes creux, de poèmes sans saveur voire de trait d'humour vide, ils ont harangué la foule pour réclamer le droit à cette culture industrielle et normalisée qui serait, si j'ai bien compris, indispensable au bon fonctionnement du système d'aliénation à la société marchande.



On demanda également à l'État d'aider les pauvres intermittents qui se languissent le nez collé à leurs smartphones.

C'est vrai, quoi, les supermarchés, centres d'empoisonnement de masse, sont ouverts, pourquoi pas les théâtres ? Ces derniers permettent de diffuser un poison tout aussi redoutable : l'abrutissement et la dépolitisation par le divertissement.

Il est à noter que tous les établissements « occupés », et bien d'autres encore, ont déjà commencé à creuser leur propre tombe en acceptant de se livrer à des représentations sans spectateurs présents, diffusées sur Internet. Ce n'est donc déjà plus du spectacle vivant qu'ils proposent mais du spectacle mort. Amen...

HERVÉ KRIEF,
TROUBADOUR DÉMASQUÉ

PS : Une des conséquences de la politique inique imposée depuis un an par le gouvernement est la mise à mal de tous ceux qui œuvrent, dans l'ombre médiatique, à la survie d'un bouillonnement humain.

Il en va de tous les petits artistes non-intermittents, comme des petits artisans, restaurateurs, cafetiers...

Ils ne survivront pas au temps nouveau que nous vivons, ils finiront suicidés ou dans la misère. Seules les grandes enseignes, obéissant docilement à la norme industrielle imposée par l'Union Européenne, seront capables de financer les pertes subies et d'appliquer les lois exigeant un passeport sanitaire et une vigie policière pour faire le tri entre les « bons » et les « mauvais » citoyens. En attendant d'incarcérer ces derniers...

1. Dans son spectacle *Incultures*, Franck Lepage fut le premier à proposer cette jolie orthographe.

Mobilisation en Creuse contre les lois liberticides

En 2020 sont nés plusieurs projets de lois scélérates et liberticides mais aussi une forte mobilisation pour les contrer. Nous en rendons compte dans les pages qui suivent en publiant en particulier des communiqués de presse.

Les projets de loi

Le projet de loi Sécurité Globale et l'élargissement des trois fichiers de « sécurité publiques » permettant de surveiller et fichier plus massivement la population et notamment les militants et militantes sur leur état de santé, leurs convictions philosophiques ou religieuses et leurs opinions politiques (et non plus seulement leurs « activités ») ou encore de leurs activités sur les réseaux sociaux ;

Le projet de loi contre les séparatismes – rebaptisé projet de loi « Confortant les principes républicains » et ses dispositions visant à interdire l'instruction à domicile ;

Le projet de loi « Pour un régime pérenne de gestion des urgences sanitaires » présenté en toute fin d'année et permettant notamment au premier ministre de prendre par décret à peu près toutes les dispositions permises par la loi d'état d'urgence : limiter ou interdire les déplacements, limiter ou interdire l'ouverture de certains commerces... et conditionner les déplacements de la population à la présentation des résultats d'un test et/ou au « suivi d'un traitement préventif, y compris l'administration d'un vaccin, ou d'un traitement curatif »...

La mobilisation

Tous les samedis depuis décembre, des personnes inquiètes du tournant liberticide que prend notre société se réunissent à Guéret. L'initiative est née de notre opposition au projet de loi « Sécurité globale » et naturellement un collectif s'est créé autour de cette question ; mais dès le départ, nos rassemblements, et nos revendications ont dépassé cette seule problématique.

D'autres projets de lois, d'autres décrets, et l'état d'urgence sanitaire – régime d'exception sous lequel nous vivons depuis plus d'un an – avec sa cohorte d'interdits et de restrictions ont été sujets de mobilisation et de discussions.

La fermeture des lieux culturels et la destruction du lien social que cela entraîne est une atteinte grave à nos libertés. Mais qu'à cela ne tienne, si la scène nous est interdite, la rue et l'espace public seront nos tribunes !

Plus d'un an a passé depuis le 1er confinement, la situation sanitaire, politique, sociale, économique, ne s'est pas arrangée bien au contraire. Combien de temps allons-nous encore attendre ?

Rassemblons-nous. Mobilisons-nous. Résistants, résistantes, citoyens, citoyennes dont les droits et libertés sont bafoué(e)s depuis trop longtemps, gilets jaunes, anarchistes, syndicats, militants et militantes associatifs, ou politiques... Unissons-nous pour reprendre notre liberté, notre libre arbitre. Exigeons des moyens pour la santé, les hôpitaux, les soignants et soignantes et la fin de l'état d'urgence !

Chaque samedi un espace de discussions et d'échanges est ouvert sur la place publique : parole militante, parole artistique, parole citoyenne... toute intervention étant la bienvenue.

Les rassemblements ont lieu tous les samedis devant la mairie de Guéret entre 11h et 14h, à l'initiative du Collectif Stop Loi Sécurité Globale Creuse (*Stop-Mines23, Attac 23, Creuse-Citron, le Théâtre d'Or, Le Trou des Combrailles, NPA 23, Sud Education Limousin, Union Communiste Libertaire, Questions Masques Enfants 23, Zone Libre*).

Nous rappelons que même en état d'urgence, même confinés, même si nous habitons à plus de 10 km du lieu de la manifestation, nous pouvons manifester !

Les rassemblements et manifestations déclarés en préfecture ne sont pas interdits par la loi d'état d'urgence sanitaire. Depuis le samedi 3 avril 19 heures, il faut de nouveau se munir d'une attestation de déplacement dérogatoire, ou de tout document prouvant la participation à un rassemblement ou une manifestation déclarée en préfecture.

Tout document, même rédigé sur papier libre (mais à l'encre indélébile) indiquant ou prouvant votre participation à un rassemblement ou une manifestation déclarée en préfecture est valable. Cette question a été tranchée par le Conseil d'État : la loi ne requiert que la production d'un « document » en cas de contrôle, sans qu'il soit stipulé qu'il doive être « officiel ».



Carnaval des Libertés – 20 février 2021 – Guéret Ce n'est qu'un commencement

Communiqué des organisateurs et organisatrices – 08/03/2021

LE SAMEDI 20 FÉVRIER 2021, 300 personnes grimées et costumées se sont rassemblées devant la mairie de Guéret avant de s'élancer dans les rues de la ville en un cortège bruyant et coloré.

Le son des percussions, des trompettes et clarinettes, des sifflets et kazoo et d'un vélo-piano retentit dans tous les sens en une cacophonie délicate. Le cortège déambule ainsi pendant quelques heures, s'arrêtant devant le palais de Justice, la préfecture, le musée ou encore un théâtre, le temps d'une intervention artistique.

Si les lieux culturels nous sont interdits, la rue est une scène à ciel ouvert ! Et il suffit de lire les nombreuses pancartes et banderoles pour se rendre compte qu'il s'agit bien là d'une manifestation, festive et revendicative, et non d'un simple loisir : « *Nos désirs sont désordres* » ; « *Faites l'amour pas les magasins* » ; « *De l'Art pas des BôbArts* » ; « *La moitié des hommes politiques sont des bons à rien, les autres sont prêts à tout* » ; « *À bas les masques* » ; « *Liberté d'instruction* » ; « *Mes responsabilités, mes choix* » ; « *Résistance globale, la liberté ne peut mourir en toutes sécurités* » ; « *Macron président des pollueurs* » ; « *La culture prend l'eau* » ; « *Fiché Fauché Fâché* » ; « *Tremblez crapules la troupe des gueux a faim* » ; « *Arrêtez de nous encager* » ; « *Arrêtez la mascarade* » ...

Les revendications sont multiples bien que nous ayons placé la manifestation sous l'étendard de l'art et de la culture.

Voilà la nature profonde du Carnaval qui se révèle : un événement culturel populaire où le festif et le subversif se mêlent pour faire "catharsis". À Carnaval on peut tout revendiquer. À Carnaval, on bouscule les règles et l'ordre établi. Et en effet face aux mesures mortifères du gouvernement cet acte qui libère les corps et occupe l'espace public est hautement subversif.

Alors que la réouverture de certains lieux culturels et la tenue de certains festivals sont de plus en plus évoquées, l'acceptabilité des conditions posées, ou proposées, par le gouvernement doit être questionnée.

Il y a la culture des lieux conventionnés, des grandes salles, des professionnels et professionnelles... Il y a aussi celle des bars et des restaurants ; des associations locales qui font vivre les campagnes et les quartiers ; celle de la rue, des marchés ; celle des amateurs, des « sans statut » ; celle des fêtes populaires, des fêtes de villages ou de quartiers, des thés dansants aux free-party, celle des carnivals. Qu'en sera-t-il de cette culture populaire - invisible et invisibilisée par les médias et les déclarations gouvernementales dans les prochains protocoles réglementant notre accès à la culture ?

L'instauration d'un « pass sanitaire », d'une jauge limitée, l'interdiction de tenir des événements debout... Ne va-t-il pas se creuser un fossé entre une culture qui serait "acceptable" et une autre que le serait pas ? Entre une culture académique, capable (financièrement, techniquement et matériellement) de tenir les exigences gouvernementales et une culture marginale – ou marginalisée – qui ne le serait pas ? Nous refusons qu'une telle dichotomie soit faite. La culture est diverse et c'est sa diversité qui fait sa richesse.

Cela doit également poser la question de la sorte de culture, et donc la sorte de vie, que nous voulons. Les actions en faveur de l'accès à la culture se multiplient depuis plusieurs semaines. Et elles sont menées aussi bien par des professionnel(le)s, que par des amateurs/amatrices ou des aficionados. Cela nous montre à quel point la culture fait partie de notre vie quotidienne. Et l'une comme l'autre sont prises en otage depuis près d'un an par une crise sanitaire dont il ne fait plus aucun doute qu'elle est honteusement instrumentalisée par nos gouvernements pour étouffer tout mouvement social et toute velléité de contestation, pour nous infantiliser et nous soumettre.

Interdire l'accès à l'art et à la culture, c'est interdire toute vie sociale, en dehors de celle très limitée et étroitement réglementée que nous pouvons avoir au travail.

Dans ces conditions, revendiquer l'accès à l'art et à la culture, c'est aussi revendiquer l'accès à nos vies. C'est pointer du doigt les incohérences d'une politique sanitaire qui vire de plus en plus à l'autoritarisme, au totalitarisme, et affirmer haut et fort que nous ne sommes pas dupes de la manœuvre.

Le Carnaval des Libertés a pris fin à 16 heures sur l'esplanade Nelson Mandela où l'on a brûlé le Seigneur « Micon 1^{er} », « Ennemi des braves gens » et mis dans la « Poubelle de l'Histoire », tout ce que nous souhaitions voir disparaître. Quelques artistes ont joué encore quelques morceaux, déclamé quelques textes.

Nous souhaitons que ce ne soit qu'un commencement.

L'art et la culture, académiques ou populaires, dans les salles ou dans la rue, font résistance car ils nous relient et ne peuvent exister qu'en liberté.

Alors, dansons, chantons, jouons, défilons... Résistons de toutes les manières possibles et retrouvons nos libertés !

LES ORGANISATEURS ET ORGANISATRICES DU 1^{ER} CARNIVAL DES
LIBERTÉS DE GUÉRET, DES ARTISTES, MAIS PAS QUE.





Printemps des libertés – On poursuit la mobilisation ! Compte-rendu et communiqué

LE SAMEDI 3 AVRIL, comme chaque samedi depuis décembre, un groupe de personnes inquiètes des mesures autoritaires et liberticides que prend notre gouvernement s'est rassemblé devant la mairie de Guéret pour manifester son opposition non seulement au projet de loi « Sécurité Globale » qui cristallise de nombreuses colères depuis des mois, mais aussi contre le tournant de plus en plus autoritaire et liberticide que prend notre société depuis cette dernière année.

Le rassemblement s'est mué depuis plusieurs semaines en assemblée populaire. Les prises de paroles s'enchaînent sur de nombreux sujets de société. Le fil rouge en reste toujours la liberté, ou plutôt le manque de liberté qui se fait de plus en plus oppressant pour chacun et chacune d'entre nous.

Ce samedi, particulièrement, l'annonce du troisième confinement, et plus globalement l'état d'urgence sanitaire et les nombreuses restrictions et interdictions qui en découlent, a occupé une grande partie du débat.

Nous convenons de suite de la nécessité de maintenir nos rassemblements hebdomadaires.

Nous dénonçons la culpabilisation incessante de la population et le fait que l'on nous impose confinements, couvre-feu, gestes barrières, port du masque obligatoire... alors que la casse des services publics, et notamment du service public de santé, se poursuit sans vergogne : fermeture de services, de lits, d'hôpitaux, personnel soignant sous-payé, manque de matériel.

Nous dénonçons le fait que l'épidémie soit instrumentalisée et que l'état d'urgence sanitaire et ses mesures restrictives d'exception soient des armes utilisées par un État de plus en plus autoritaire pour museler le peuple et tenter d'empêcher l'émergence d'un véritable mouvement de contestation sociale tandis que se poursuit la destruction de nos droits sociaux et de nos libertés fondamentales.

Réclamons de réels moyens humains, matériels et financiers pour la santé et la sortie immédiate de l'état d'urgence sanitaire et luttons ensemble pour nos droits et libertés !

Nous croyons en l'urgence de nous réapproprier l'espace public

comme l'espace politique. Parole militante, parole artistique, parole citoyenne... toute intervention est la bienvenue.

À noter : depuis quelques semaines, la préfecture met la pression sur les organisateurs et menace d'interdire les rassemblements. Le samedi 17 avril, deux interpellations ont eu lieu, assorties d'amende, pour une bière sirotée dans la rue. Ce genre de sanction n'aurait pas été possible lors du Carnaval, quand trois cents personnes défilaient joyeusement dans Guéret. À nous de trouver les moyens de détourner les obligations qui nous sont faites, mais surtout de ne pas nous y résigner. Plus nous serons nombreux et nombreuses dans la rue, plus nos marges de manœuvre s'élargiront.

« Nos ennemis peuvent couper toutes les fleurs, ils ne seront jamais les maîtres du printemps » - Pablo Neruda.

LE COLLECTIF STOP LOI SÉCURITÉ GLOBALE CREUSE :
Stop Mines 23, Creuse Citron, Le Trou des Combrailles,
NPA 23, Sud Éducation Limousin, Le Théâtre d'Or, Attac 23,
Questions Masques Enfants 23, Union Communiste Libertaire,
Zone Libre – des personnes inquiètes pour notre avenir.



Résilience : technologie du consentement

LA RÉSILIENCE MARTÈLE que l'on ne peut changer les systèmes économiques existants, ni arrêter les désastres qu'ils créent, mais seulement s'en accommoder le mieux possible.

Résilience virale.

Résilience est un mot qui se répand telle une pandémie, utilisé avec insistance par les « décideurs » politiques et économiques. Face au terrorisme, au dérèglement climatique, aux catastrophes, aux crises financières ou aux épidémies, il s'agit d'enjoindre les individus à renforcer leur « résilience » pour survivre et surtout ne pas remettre en cause le système qui a engendré ces calamités.

Chacun doit la renforcer pour être capable de vivre malgré l'adversité et la souffrance, mais aussi être capable de vivre grâce à elles, de grandir et de s'adapter par la perturbation et la rupture.

Macron-Monarc, sur un ton martial (« guerre », « première ligne »), l'a sacralisée en mars 2020, baptisant « Résilience » l'opération militaire anti-Covid.

Il sous-entend ainsi qu'il ne s'attaquera en aucune manière aux causes structurelles de l'épidémie : destruction des habitats naturels et de la biodiversité favorisant la transmission du virus entre espèces, mondialisation accélérant la diffusion planétaire de l'épidémie, démolition de la recherche publique nous privant de connaissances scientifiques sur les coronavirus, dislocation de l'hôpital public en équipements et en personnel soignant. Il n'est pas question de changer de système pour empêcher de futures épidémies, mais de tenter de survivre à la prochaine : la résilience y pourvoira, au moins pour les « mieux préparés ».

Il s'agit d'accepter la « dangerosité du monde », s'adapter face à des risques « inévitables », s'en accommoder du mieux possible. Les crises seraient donc nécessaires pour l'évolution de la société. La « bonne victime » doit être capable de surmonter une catastrophe grâce à sa culture, ses compétences, ses connaissances, ses capacités d'auto-organisation. Les autres ne peuvent s'en prendre qu'à eux-mêmes.

Tel un virus, le mot a subi bien des mutations. Synonyme de « rebond » au XVIII^e siècle, il est employé au siècle suivant en physique, pour désigner l'aptitude d'un corps à résister aux chocs et à

retrouver sa forme initiale après une compression, une torsion ou une élongation.

Dans les années 1960, il a connu son heure de gloire dans le domaine de la psychologie, désignant la capacité à surmonter des traumatismes : « l'ego résilience » utilisée aux États-Unis par des psychiatres et psychanalystes adeptes de la « psychologie positive » pour gérer des situations stressantes.

En France, c'est Boris Cyrulnik, ex-neuropsychiatre, qui l'a vulgarisé, à travers son bestseller *Un merveilleux malheur*, ce qui lui a valu d'être chargé par Monarc de présider une commission d'experts sur le sujet.

Résilience dans les rangs !

La « résiliomanie » se déploie tous azimuts dans des domaines très divers. Quelques exemples :

→ Le monde des affaires :

« La résilience est un processus en perpétuelle construction dont l'objectif est de nous rendre plus adaptables, plus souples, plus agiles afin de nous permettre de répondre à un environnement de plus en plus incertain et instable », le directeur de *Capgemini Invent*.

« ENVIE2RESILIENCE » agit pour la promouvoir dans la sphère professionnelle et l'inscrire au cœur de la performance des organisations.

« Résilience coaching » donne des conseils pour le business et la gestion de l'entreprise.

Des groupes pétroliers communiquent sur la dimension non seulement « durable » mais « résiliente » de leurs industries.

→ Les politiques :

L'ONU se dote d'un cadre analytique « risque et résilience » pour son « Programme de développement durable à l'horizon 2030 ».

La Commission européenne adopte un « Plan d'action pour la résilience dans les pays exposés aux crises pour la période 2013-2020 ».

Le parlement européen adopte une Résolution « sur la résilience en tant que priorité stratégique de l'action extérieure de l'Union ».

L'Organisation mondiale de la santé publie un rapport « Renforcement de la résilience : un pilier de Santé 2020 et des objectifs de développement durable ».

En France, le récent projet de loi gouvernemental a pour titre « Climat et résilience ».

→ Les militaires :

« Les armées peuvent constituer des ressources pour la gestion de crises majeures sur le territoire national (actes de terrorisme, accidents industriels et catastrophes naturelles). Elles contribuent à la résilience de la nation, comme les réserves militaires et civiles », Association nationale des croix de guerre et de la valeur militaire.

Rappelons qu'en cas d'accident nucléaire, c'est l'armée qui aura le pouvoir en zone contaminée.



Les Rockefeller, dynastie résiliente

La diffusion mondiale du terme vient principalement des États-Unis, un rôle essentiel étant joué par la Fondation Rockefeller, dont la présidente Judith Rodin a signé le livre *Le dividende de la résilience. Être fort dans un monde où les choses peuvent mal tourner*. Depuis 2013, la fondation a financé des postes de « chief resilience officers » dans des métropoles du monde entier.

John Davison Rockefeller, pour qui « l'argent me vient de Dieu », crée la fondation en 1913. Sa dynastie, industriels, banquiers, politiciens, l'utilise pour des buts « philanthropiques », afin d'imposer dans le monde entier sa conception du « Progrès » :

En agriculture, elle a largement contribué à imposer la « Révolution verte » dans les pays en développement : pollution généralisée par les pesticides, perte massive de biodiversité et d'agrobiodiversité, dégradation et d'érosion des sols, salinisation et perte de nappes phréatiques, exode rural et apparition de gigantesques bidonvilles.

En génétique, dès 1913, elle finance les programmes de recherche sur l'eugénisme aux États-Unis, en Europe et en Allemagne nazie jusqu'en 1939. Après guerre, elle change prudemment le nom *eugénisme* pour *étude de biologie sociale*.

Dans le domaine de la santé, elle a mené de 1946 à 1948, une expérimentation américaine au Guatemala, inoculant sans leur consentement la syphilis à des soldats, prostituées, prisonniers et malades mentaux, puis les traitant avec de la pénicilline : 83 « patients » pas assez « résilients » en sont morts, un procès est actuellement en cours.

En économie, David, petit-fils de John Davison fonde en 1954 le groupe de Bilderberg, qui réunit à huis clos dirigeants de multinationales, gouvernants et financiers des pays riches d'Europe et des États-Unis. En 1973, ce groupe fonde la Trilatérale afin d'intégrer le Japon en vue d'accélérer la mondialisation économique : « Quelquefois, les idées mises en avant par les rapports de la Commission trilatérale sont devenues des politiques officielles » se réjouit David Rockefeller...

En écologie, après avoir fait fortune dans l'or noir, elle s'intéresse aux risques climatiques et à la résilience des écosys-

tèmes. Elle participe à l'ONG à « The Climate Group » qui s'active à la transition de nos sociétés vers une économie décarbonée : « Nous voulons faire du transport électrique la nouvelle norme ».

Elle a lancé en 2013 pour son centenaire l'opération 100 villes résilientes (New York, Madrid, Montréal, Paris, San Francisco,...), afin de « promouvoir le bien-être de l'humanité qui dépend de la capacité de ressortir plus fort et plus résistant face aux chocs du monde moderne » : la résilience, « opportunité d'amélioration ou levier d'innovation », est incontournable dans les projets de mutation des villes, ainsi préparées aux prochaines catastrophes.

Ceux qui ne survivraient pas au prochain désastre seront ceux qui auraient eu peur de s'adapter !

Résilience radioactive

Le rayonnement ionisant produit des effets génétiques sur lesquels la résilience ne peut avoir aucun effet. Pourtant, au lendemain de Fukushima, les scientifiques japonais s'en gargarisent :

Pour Kazuo Furuta, directeur du *Resilience Engineering Research Center*, voici venu « l'ère de la super-résilience, réponse à une crise par laquelle la société peut devenir plus robuste et plus intelligente qu'avant la survenue de l'accident ».

Pour Masaharu Kitamura, président du *Research Institute for Technology Management Strategy*, les individus devraient disposer d'une « capacité de restitution et d'une flexibilité pour surmonter – c'est-à-dire recevoir et non éviter – les chocs incertains afin de reconstruire un système ».

Le gouvernement japonais fait paraître « Vers une société robuste et résiliente » : « En promouvant le développement de la Science et des Technologies afin de surmonter tout type de désastres nous devons renforcer le développement d'une société robuste et résiliente ». Keiji Furuya, nommé « Ministre responsable de la résilience nationale », fait adopter un « Plan fondamental et d'action de résilience nationale », ossature des politiques publiques.

Ainsi le seuil annuel d'acceptabilité radioactive est passé de 1 à 20 millisieverts, amenant la démission du professeur Toshiso Kosako, conseiller en radioprotection du Premier ministre : « Si j'approuvais cette décision, je ne serais plus un chercheur. Je ne voudrais pas que mes enfants soient exposés à de telles radiations ».

Le groupe « ETHOS in Fukushima » s'appuie sur l'expertise mise au point à Tchernobyl par le projet européen ETHOS : universitaires et psychologues s'étaient chargés de convaincre les populations de vivre joyeusement en milieu radioactif.

Inutile de s'inquiéter d'avoir à vivre en territoire contaminé, il faut positiver : « c'est la peur qui tue ». « Tant que vous souriez, les radiations ne vous atteignent pas. Les radiations atteignent les gens qui s'inquiètent. Cela a été prouvé par expérimentation animale », Shunichi Yamashita chargé de la gestion du risque de radioactivité à Fukushima, avril 2011.

Certains affirment même : « l'histoire de Fukushima est un cadeau pour le futur », « la catastrophe est un crible qui élimine le faible et renforce le fort ».

Ces désastres nucléaires ne sont pour les résiliopathes qu'un « détail » de l'histoire industrielle.

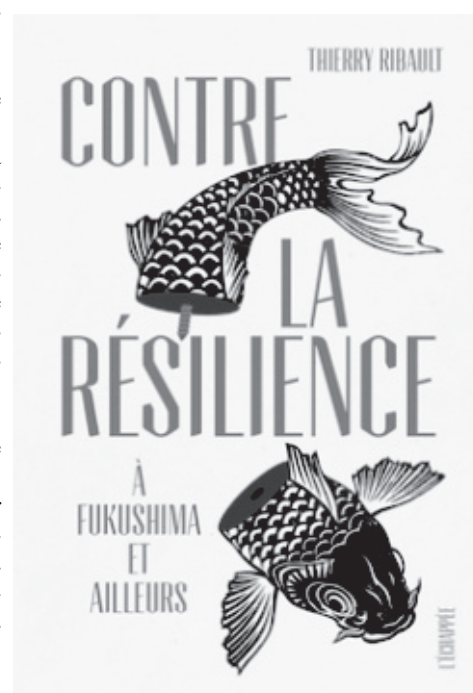
Le capitalisme ne sera résilient que si nous ne nous révoltons pas.

ÉLAN NOIR

Pour en savoir plus :

- *Contre la résilience - À Fukushima et ailleurs*, Thierry Ribault, Éditions de l'Échappée.

- L'émission de Radio Libertaire du 11 mars sur « offensivesonore.blogspot.com » *Contre la résilience, à Fukushima et ailleurs*.



JETEZ VOS MASQUES (dans la poubelle)

La propagande totalitaire établit un monde capable de concurrencer le monde réel, dont le principal désavantage est de ne pas être logique, cohérent et organisé.

Hannah Arendt, *Les origines du totalitarisme*

Notre santé dépend d'un équilibre délicat entre de nombreux facteurs, parmi lesquels notre environnement direct, notre alimentation, notre état psychique, notre forme physique, nos relations avec les autres qu'ils soient proches ou inconnus, le sens que l'on a trouvé (ou pas) à notre vie, nos liaisons amoureuses...

Cela pourrait correspondre à l'idée de prendre soin de soi et des autres à l'intérieur d'un cercle social ouvert.

Selon cette définition, porter un masque comme le fait l'immense majorité d'entre nous à longueur de journées est néfaste à notre santé commune.

D'un autre côté, si on considère la transmission possible d'un virus, les masques portés dans l'espace public, dans les écoles et dans les commerces autorisés ne semblent pas nous protéger davantage. En effet, seuls les masques dénommés FFP2, à la condition qu'ils soient portés dans le cadre d'un protocole précis et qu'ils ne soient jamais touchés ou enlevés, peuvent prévenir éventuellement la transmission d'un virus. À l'heure actuelle, et rien ne semble indiquer un changement de cap, ils sont réservés aux chirurgiens, aux pompiers ou à des services de soins intensifs. Dans le cadre d'une utilisation brève (en raison de la difficulté notoire à respirer) et dans des espaces appropriés, ils sont probablement utiles.

À observer les masques, en synthétique dits chirurgicaux ou en tissu, portés dans l'espace public, dans les écoles et dans les commerces autorisés, on peut aisément se rendre à l'évidence. Ils ne servent à rien au regard de notre santé à tous. Ils ont une autre utilité comme nous le verrons plus après.

Je le mets et je l'enlève sans cesse ; je le sors de ma poche ou de mon sac où il a séjourné un certain temps ; je garde le

même pendant des jours et des jours ; je le baisse sous le menton puis le remonte puis le baisse sous le nez pour le remonter au dessus pour finir par l'enlever ; je le laisse suspendu au rétroviseur de ma voiture et je le mets le temps de faire mes courses ; je le laisse pendre à l'oreille le temps de fumer une cigarette environ toutes les deux heures ; je l'enlève pour manger un sandwich acheté à la va vite dans une boulangerie puis je le remets ; déshydraté ou en manque d'oxygène, je le baisse pour boire un peu d'eau ou un café ou pour respirer librement puis je le remonte au-dessus ou en-dessous du nez ; comme on ne m'entends pas, je tire sur les élastiques et dégage ma bouche pour le remettre entre chaque phrase que je prononce ; mince, j'ai oublié mon masque et je dois acheter des clopes, prête-moi le tien. Etc.

Ce ne sont pas des comportements irresponsables, bien au contraire. Ils prouvent que les masques ne peuvent nous protéger car les êtres humains ne sont pas faits pour en porter à l'exception de moments très précis et rares, comme une opération chirurgicale ou un sauvetage suite à un accident quelconque, déjà évoqués. Nous ne pouvons pas vivre sans respirer, boire, manger, fumer (pour les nombreux accoutumés), voir les sourires et les expressions du visage, parler de façon intelligible, embrasser, sentir...

En le portant malgré ces incompatibilités essentielles, il finit par nous causer des problèmes puisqu'il entrave le fonctionnement le plus élémentaire de nos corps et il entache notre relation avec autrui du soupçon. Cela altère ainsi notre condition psychique qui a besoin irrémédiablement de sourire aux autres, de leur tendre la main, de leur faire confiance et de construire avec eux une vie épanouissante et généreuse, synonyme de bonne santé. La vague de dépression qui se déploie

parmi nous à vive allure et dans des proportions fort inquiétantes en est la preuve manifeste et tangible¹.

Un chercheur du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) à la retraite raconte que nous portons en nous quantité de virus, nécessaires à notre équilibre biologique et à une bonne immunité, et si nous faisons, poursuit-il, un dépistage complet des virus, comparable à celui fait uniquement sur le covid-19, nous ne pourrions plus jamais sortir de chez nous. Ce dessein de tester sans cesse le plus de personnes possibles, en plus de permettre une manipulation flagrante sur les chiffres², est absurde. Comme ces grands-parents ou ces beaux-parents qui l'exigent de leurs petits-enfants ou de leur belle-fille avant d'accepter leur visite. En plus de ce que cela contient d'irrationnel, de déstabilisant et d'impossible à accepter dans une société sereine non envahie par la peur, le problème principal est que les résultats ne sont pas garantis, c'est-à-dire qu'ils ne sont pas fiables.

Une personne, après s'être inscrite, n'a pas réussi à se faire « tester », elle reçoit pourtant un SMS trois heures après lui indiquant qu'elle est positive ; une autre fait un test à 11h qui est positif puis un autre à 16h qui est négatif ; un couple se fait « tester », celui qui est positif ne déclare aucune maladie alors que celle qui est négative est malade avec fièvre pendant trois jours sans, pour autant, contaminer son conjoint. Etc.

Concernant la contamination, c'est à peu près la même chose. Des histoires abracadabrantes pullulent.

Nous voulons tout contrôler ou plutôt les gouvernements veulent donner cette illusion. C'est présomptueux et surtout impossible. Nous ne pouvons et ne pourrions jamais vaincre la nature même de la

vie humaine, qui est instable et aléatoire par essence, ni même la maîtriser. Pourquoi ne pas l'admettre et vivre simplement en ayant à l'esprit la philosophie du médecin grec Hippocrate, forgée voici près de 2500 années et qui, adaptée à notre temps, donnerait : que ta nourriture, ta vie sociale, ton activité, tes liens affectifs soient ton médicament et que ton médicament soit la nourriture de ton corps et de ton âme ?

Porter un masque en toutes circonstances, le premier ministre a même suggéré de le garder chez soi³, est imposé par le gouvernement pour donner l'illusion qu'il maîtrise la situation, qu'il a la solution au problème. Ce qui n'est pas le cas. Le seul remède envisageable et compatible avec la société humaine est de retrouver le bon sens ancré dans une vie digne et décente qui accepte la mort comme faisant partie d'elle-même.

Se laver les mains en rentrant de l'extérieur, avec de l'eau et du savon, ou avant de cuisiner ou de manger comme le préconisaient nos grand-mères en est une illustration.

Rester chez soi lorsque l'on est fiévreux devrait également relever de cette même sagesse. C'est impossible à mettre en œuvre en raison de la nécessité impérieuse d'aller travailler, quoi qu'il en soit, pour l'immense majorité d'entre nous qui vit dans une précarité de plus en plus prégnante.

Avoir des activités artistiques, manuelles ou politiques, se retrouver entre amis, rencontrer des inconnus, débattre autour d'un livre ou d'une pièce de théâtre sont indispensables à notre santé commune et doivent être préservés « quoi qu'il en coûte ». Ils doivent être reliés à une alimentation saine et non frelatée, à une relation directe avec la nature et à une eau et un air non viciés. Ce sont les fondements mêmes de nos existences et de la bonne santé d'une société humaine. Nos dirigeants ne sont pas machiavéliques, ils sont incompetents. Ils ne connaissent rien du monde réel, celui des difficultés rémanentes, de la solidarité entre miséreux et du labeur. Celui où l'on

peut observer, penaud et émerveillé, la majesté d'un arbre centenaire ou être pénétré par la beauté du chant des oiseaux. Celui où l'on compte et recompte ses sous pour se persuader qu'il en manque...

Il suffit de rappeler les décisions prises au mois de mars de l'an dernier par l'empereur français et son comité d'évêques illégal et truffé de conflits d'intérêts⁴, pour mesurer l'incurie dont il a fait montre :

- 6 mars, il invite les français à suivre son exemple, à vivre comme si de rien n'était, en allant au théâtre comme lui et son épouse,

- 7 mars, il autorise la tenue du premier tour des élections municipales prévu le 15 mars,

- 12 mars, il ordonne la fermeture de toutes les écoles, les collèges, les lycées et les universités,

- 14 mars, il ordonne la fermeture des cafés, des restaurants et des lieux de spectacle,

- 17 mars, il impose le confinement général de tout le pays.

C'est éloquent, il n'y a rien à ajouter...

Leur incapacité réside, entre autres choses, dans la foi aveugle qu'ils portent à la science industrielle, d'une part, qui doit impérativement apporter une solution quel que soit le problème que nous rencontrons. D'autre part, ils vénèrent la croissance économique fondée sur l'innovation technologique. Celle-ci ressemble pourtant de plus en plus à une fuite en avant qu'ils ne maîtrisent plus et qui détruit les conditions mêmes de la vie sur Terre mais ils ne peuvent s'en défaire sans remettre en cause le fondement de leur condition de privilégiés hors-sol.



Les résultats, est-ce une surprise, ne sont pas à la hauteur de leurs attentes. Que ce soit avec l'épidémie actuelle ou avec l'accroissement terrible de la pauvreté ou encore avec l'incapacité que nous avons à trouver une vie épanouissante ou enfin avec le désastre de l'état général de la planète et des êtres vivants. Alors, ils invoquent la responsabilité individuelle de chacun associée à une répression militaire féroce. Il incombe ainsi à chaque citoyen d'être responsable et vigilant, accessoirement de dénoncer les quelques réfractaires qui subsistent, et la somme de ces actions produira le miracle attendu. C'est bien pratique, c'est d'ailleurs le crédo de certains mouvements dits écologiques, puisque cette chimère occulte la politique, les conditions sociales et les rapports de domination qui s'exercent sur notre société.

Le capitalisme industriel n'y est pour rien, soyez en sûrs braves gens, portez un masque, tenez-vous à distance des autres et fermez votre robinet lorsque vous vous lavez les dents. L'État vous garantit un smartphone connecté à l'Internet et un Ehpad pour vos vieux jours... de plus en plus hypothétiques.

Le basculement dans le totalitarisme sanitaire contrôlé par informatique et par les réseaux dits sociaux ne relève pas, lui non plus, d'une volonté délibérée et préméditée des dirigeants au pouvoir. Il est la conséquence du système technicien mis en place progressivement depuis la fin de la deuxième guerre mondiale par les militaires et les industriels du monde occidental. Il poursuit ses innovations technologiques toujours plus avant afin d'augmenter sans cesse les profits des entreprises et la puissance militaire des États.

La numérisation du monde associée à l'injonction d'une vie cloîtrée et connectée à un écran est la nouvelle étape de la société marchande globalisée. Pour se perpétuer ainsi, le capitalisme doit, quel qu'en soit le coût humain et écologique, fabriquer des drones, des robots, des capteurs, des ordinateurs, des smartphones, des tablettes, des satellites, des objets connectés, des caméras à reconnaissance faciale, des antennes 5G, des sous-marins nucléaires... Les États sont là pour mettre la vie sociale en adéquation avec

les nouvelles inventions de ce complexe militaro-industriel. Cela nous conduit à devenir des sous-humains ou plutôt des humains diminués de leur condition humaine et de leur capacité d'autonomie, de leur liberté et de leur propension à réfléchir par eux-mêmes.

Cette infamie, marquant l'achèvement de la dépossession des humains d'eux-mêmes et la fin des relations sociales, ne semble soulever aucune opposition, aucun vent de révolte. Pourtant, elle devrait réveiller en chacun de nous le devoir d'insurrection toujours contenu dans le bloc de constitutionnalité qui fonde notre République et hérité de la révolution française⁵.

Les masques, en plus d'être des bâillons pour nous faire taire, sont le symbole de l'isolement et de la mise à distance des uns et des autres. Ils sont également la première étape dans l'acceptation du caractère délétère du monde dans lequel nous sommes tenus de vivre désormais. Les masques nous préparent à l'idée d'un environnement hostile et dangereux tant par la présence déjà avérée de nuisances industrielles graves, de phénomènes climatiques incontrôlés que par celles des autres, symbole de la menace d'une contamination perpétuelle.

Après les masques, supposés lutter contre les épidémies, il nous faudra accepter les filtres sur le nez contre la pollution atmosphérique, les pilules d'iodes contre l'irradiation atomique, les combinaisons en argent contre les ondes électromagnétiques et les implants dans le cerveau contre les déviations de toutes sortes. Il convient d'ajouter à cette liste les nombreux médicaments déjà massivement utilisés pour lutter contre les dépressions ou contre les cancers provoqués, notamment, par les pesticides et les métaux lourds présents dans les produits issus de l'industrie agro-alimentaire vendus dans les supermarchés⁶.

Voici les raisons pour lesquelles tous ceux qui veulent défendre la liberté, l'égalité et la fraternité doivent jeter leurs masques dans la poubelle et avancer dignement vers une nouvelle organisation sociale, à taille humaine, débarrassée de la tutelle de l'État et libérée des machines anantes⁷.

HERVÉ KRIEF

1 Franco Berardi, philosophe italien, a parlé d'une pandémie mondiale de dépression d'une ampleur jamais vue sur France Culture le 9 décembre 2020. Depuis, de nombreux médecins ou psychiatres le constatent.

2 Lire, par exemple, la tribune de médecins intitulée *Le Confinement*, c'est 300 fois non ! publiée par l'Association Internationale pour une Médecine Scientifique, Indépendante et Bienveillante.

3 *La Décroissance* N°175, décembre 2020-janvier 2021.

4 « Nous appelons également le gouvernement à ne pas instrumentaliser la science. La science a pour condition sine qua non la transparence, le pluralisme, le débat contradictoire, la connaissance précise des données et l'absence de conflits d'intérêts. Le Conseil scientifique du Covid-19 ne respectant pas l'ensemble de ces critères, il devrait être refondé ou supprimé. » Extrait d'une tribune publiée dans le journal *Le Parisien* le 20 septembre 2020, signée par de nombreux chercheurs et médecins.

5 « Quand le gouvernement viole le droit du peuple, l'insurrection est, pour le peuple et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs. » Extrait de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1792, partie intégrante du bloc constitutionnel actuel, avec le préambule de la constitution de 1946 et la charte de l'environnement de 2004.

6 Selon une étude menée par le chercheur Gilles-Eric Séralini en 2015, plus de 400 polluants dont des résidus de gaz de moteurs, des pesticides et des métaux lourds seraient présents dans les fœtus. Conférence du chercheur lors des assises de Technologos, les 16 et 17 septembre 2016 à Paris VI.

7 Je développe cette proposition dans un livre à paraître en juin 2021, *Ombres et Lumières, La faible lueur d'une bougie est préférable aux ténèbres de la modernité connectée*, aux éditions Quartz.



AVIS A LA POPULATION

Ceci est un communiqué de l'état major du conseil de défense.

Il a été déclaré lors du conseil tenu le 5 avril 2021 que la crise sanitaire justifie la suppression des libertés publiques, c'est-à-dire :

Art.1 : La suppression de la liberté de réunion, de circuler, l'état d'urgence et les lois d'exception, l'aphasie et la léthargie parlementaire.

La crise sanitaire justifie :

Art.2 : Le matraquage médiatique (Covid, covid, puis covid), la propagande gouvernementale, les mensonges d'état, la suppression de la liberté de prescrire pour les médecins généralistes, le dénigrement des professeurs Montagnier, Raoult, Perronne et Toussaint, du sociologue Laurent Mucchielli, ainsi que de tous les médecins, chercheurs, collectifs et citoyens, qui ont un avis contraire au conseil scientifique de l'Elysée.

La crise sanitaire justifie :

Art.3-1 : La marche forcée vers le numérique, le télétravail obligatoire, la fermeture des écoles, lycées et universités. La suppression des rapports humains, des rapports sexuels, le port du masque, du casque, des lunettes, du slip. La délation de son voisin pour motif grave de : "dîner entre amis". L'amende de 135 €, puis de 1500 €, suivie de 6 mois de prison pour non-respect du port du masque. Elle justifie la violation de domicile d'un homme tabassé par quatre policiers armés d'un "grand courage" et très bien notés par leur hiérarchie. Elle justifie la colère du ministre Vêran à l'adresse des parlementaires: « Sortez d'ici », puisque vous ne faites pas ce que je dis.

Art.3-2 : Elle justifie que des gens aient faim.

La crise sanitaire justifie :

Art.4 : Que le gouvernement nous prenne pour des cons et qu'il aurait bien tort de s'en priver, vu que ça marche.

La crise sanitaire justifie et justifiera :

Art.5 : Les milliers et millions de chômeurs supplémentaires, les morts par absence de soins, par abandon, par suicide, les morts de trouille.

Art.6 : Que les multi-nationales du numérique, les G.A.F.A.M. voient leurs profits exploser, ceux de Big-Pharma aussi.

Art.7 : Que soixante-sept millions de cobayes humains soient vaccinés, à l'insu de leur plein-gré et tant pis pour la casse.

Art.8 : Elle justifie l'arbitraire des décisions prises, la mise sous séquestre de la vérité.

Il résulte de ce qui précède que rien ne saurait nous être épargné.

Ayons peur et tout se passera bien.... pour eux.

Dix ans après la catastrophe de Fukushima : est-il possible de vivre, travailler et cultiver en zone contaminée ?

Extraits d'un texte de Pierre Péguin publié par la revue Nature et progrès, n° 131, février-mars 2021

DEPUIS LE 11 MARS 2011, le département de Fukushima, l'un des trois départements du Japon les plus peuplés d'agriculteurs, subit la catastrophe atomique la plus importante après celle du 26 avril 1986 de Tchernobyl. Depuis quelques années, le gouvernement tente de faire oublier la catastrophe ainsi que ses conséquences, au mépris de la santé des populations.

Pour cela il développe des programmes de décontamination, minimise les conséquences sanitaires avec le soutien du lobby français et international du nucléaire, et exerce des pressions pour que les habitants évacués, ou qui avaient fui, reviennent vivre chez eux. Mais ceux-ci sont réticents, les territoires restant en réalité et pour longtemps radioactifs. De plus la situation reste critique, les coriums (cœurs fondus) impossibles à contrôler doivent être refroidis en permanence, par injection de quantités considérables d'eau.

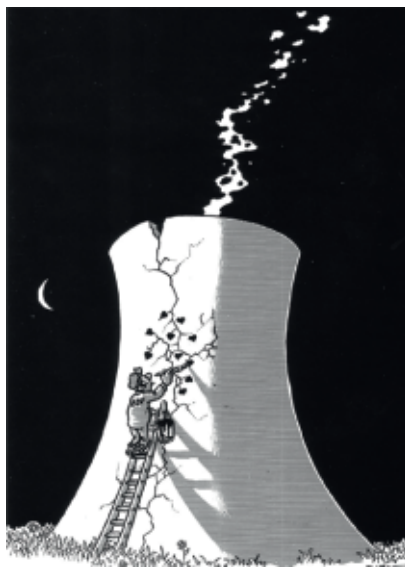
Plus de 200 000 personnes se sont réfugiées dans des camps mis en place à travers le pays, où vivent encore beaucoup d'entre elles qui n'ont pas pu s'intégrer ailleurs. Familles et amis ne veulent souvent plus les héberger, les aider ou même les côtoyer. Elles sont devenues des parias subissant le même sort que les survivants des bombardements de Hiroshima et Nagasaki, les « hibakushas » rejetés, et les jeunes filles ont du mal à se marier, risquant d'engendrer des monstres !

Mais les conséquences de la catastrophe s'étendent bien au-delà des limites de la préfecture. Depuis le début, des millions de gens ont été exposés à une augmentation des doses de radiation, principalement dans les zones où les pluies ont entraîné de fortes retombées radioactives. Pratiquement tous les habitants du pays, y compris ceux qui vivent dans les régions les moins contaminées, sont confrontés à la radioactivité par l'eau de boisson et l'alimentation¹.

Le gouvernement œuvre à un retour à une situation prétendue normale et exerce des pressions pour que les anciens habitants reviennent chez eux. Pour cela, s'ap-

puyant sur les programmes Ethos-Core², les territoires contaminés et interdits sont prétendus « habitables » après des travaux de décontamination et la dose limite d'exposition, normalement d'1 millisievert par an, est portée à 20 mSv/an, soit un niveau de risque vingt fois supérieur.

Les allocations aux populations déplacées sont arrêtées depuis mars 2017, pour contraindre les plus pauvres à retourner dans les zones où ils ont tout laissé. En fait 10 % seulement des réfugiés sont revenus sur leurs terres, surtout des personnes âgées, qui n'ont souvent pas d'autres solutions. La pauvreté incite alors à aller chercher dans la forêt des champignons contaminés, ou à faire pousser des légumes dans une terre chargée d'éléments radioactifs !



Pour décontaminer, des milliers de japonais travaillent à nettoyer les surfaces des zones qui ont vocation à être habitées. Autour des maisons, autour des routes, on a enlevé les couches de macadam, les cours de récréation ont été creusés pour enlever la couche contaminée et les enfants sont rapidement retournés jouer dehors. Pour les champs cultivables, à l'aide de moyens rudimentaires, il n'y a souvent pas d'autre solution que de gratter quelques centimètres de la couche de terre, sans pour autant se débarrasser sérieusement du

problème. En effet la contamination réapparaît par le biais des pluies, de l'eau de ruissellement, du vent, mais aussi par la végétation dont les racines recyclent les radioéléments infiltrés dans le sol.

Mais peut-on réellement vivre, cultiver, travailler dans ces conditions ? La vie peut-elle redevenir « normale » ?

La Criirad³ a dressé l'an passé un état des lieux de la contamination : « La radioactivité du césium 137 qui s'est déposée sur de très vastes surfaces, bien au-delà de la préfecture de Fukushima, y compris jusqu'à Tokyo, n'a diminué que de 20 % en neuf ans. Les puissants rayonnements gamma émis en permanence continuent à irradier ceux qui travaillent ou qui se réinstallent sur les secteurs partiellement décontaminés ».

Quant aux forêts, leur décontamination est impossible, et l'on sait que la région de Fukushima est une zone très agricole qui en est riche, avec des biotopes qui sont particulièrement sensibles à la radioactivité (champignons, baies sauvages et gibier).

En fait la vie ne peut plus être « normale ». Le danger sera dans tout l'environnement, partout pour des dizaines d'années ! Le gouvernement japonais a fait le minimum. Mais quand les paysans n'ont plus les moyens de se payer quoi que ce soit, il leur faut bien revenir...

L'agriculture a particulièrement souffert. Elle est à nouveau encouragée. L'agriculture vivrière, l'élevage et la pêche sont des sources d'alimentation quotidienne, mais des poissons de rivière et des champignons sauvages ont été mesurés avec des taux de radioactivité très élevés. Le cycle de production des rizières dont la paille nourrit les animaux l'hiver est rompu. Les paysans peinent à vendre leur production contaminée même si, comme le prétend Gilles Dubreuil, porteur des programmes Ethos-Core, certains réussissent à faire pousser du riz très peu contaminé. Diverses techniques agronomiques seraient expérimentées, comme, par exemple, l'utilisation intensive d'engrais qui évitent à la plante de chercher des nutriments dans le sol contaminé, ou

encore la culture hors-sol. On est bien loin de l'agro-écologie et de l'agriculture biologique...

Peut-on imaginer qu'une activité agro-alimentaire reprenne dans des zones radioactive, à court terme ? Il faudra attendre trente ans pour que la contamination soit réduite de moitié, soixante pour qu'elle se réduise d'un quart. Les conditions de vie des ruraux font que le nombre de suicides a explosé, et que des bourgs comme Iitate, à une cinquantaine de kilomètres de la centrale, restent encore désespérément vides.

Quant aux pêcheurs, ils sont révoltés face au projet de rejet dans l'océan des eaux qui par centaines de tonnes sont chaque jour utilisées pour refroidir les « coriums » des réacteurs accidentés. Les pêcheurs redoutent de voir anéantis leurs efforts pour regagner la confiance des consommateurs. En 2018, leurs prises n'ont pas dépassé 15 % des niveaux d'avant la catastrophe nucléaire. Mais le taux de radioactivité dans les thons pêchés dans le Pacifique (poisson très prisé de la gastronomie japonaise) a augmenté significativement (avec des concentrations en césium jusqu'à dix fois plus élevées qu'autrefois).

En effet les éléments radioactifs rejetés sont charriés par les courants marins et se retrouvent dans tout l'écosystème.

Le plancton, à la base de l'alimentation des animaux marins, incorpore ces éléments qui se retrouvent ainsi dans la chaîne alimentaire. Les migrations des bancs de poissons ont répandu cette contamination jusqu'aux thons pêchés aux abords des côtes californiennes ! La catastrophe de Fukushima est déjà responsable de la plus grave contamination radioactive des océans dans l'histoire de l'humanité.

[...]

Les autorités japonaises veulent à tout prix utiliser les Jeux olympiques de cet été comme une occasion de tourner la page sur ce regrettable incident. Le gouvernement pro-nucléaire et le tout-puissant lobby nucléaire font tout ce qu'ils peuvent pour minimiser et dissimuler les conséquences de la catastrophe. L'idée est de refermer au plus vite le dossier de Fukushima et de s'assurer que le public japonais retrouve une attitude positive

ORSEC - RAD IRRADIÉS !



SUIVEZ LES CONSEILS DE NEUTRON FUTÉ !

vis-à-vis de l'énergie nucléaire et accepte de vivre dans le « jardin nucléaire » proposé par les programmes Ethos-Core. Mais une majorité de Japonais rejette désormais le nucléaire. À la suite de la catastrophe, une véritable renaissance du militantisme antinucléaire a eu lieu dans la société japonaise, pourtant peu habituée traditionnellement à s'opposer aux institutions, et dont les convenances préconisent d'éviter d'exprimer son désaccord publiquement sur un sujet.

Quant à la production d'électricité, la totalité des 54 réacteurs nucléaires japonais ayant été mis à l'arrêt à la suite du tsunami, le Japon s'est totalement passé de l'atome pendant plus de deux ans, notamment grâce à la sobriété énergétique acceptée et mise en pratique par toute la population. Le pic de consommation électrique au Japon se situant pendant la période estivale, des petits gestes d'économie d'énergie sont communiqués partout au grand public. Les climatisations, très énergivores et présentes dans la plupart des logements et bureaux, ont été utilisées au minimum durant les étés suivant la catastrophe, malgré un temps exceptionnellement chaud et humide.

Si un recours certain aux centrales utilisant des énergies fossiles carbonées a été nécessaire pour remplacer la production

du parc nucléaire, les émissions de gaz à effet de serre n'ont pourtant augmenté que de quelques pourcent, pour se retrouver en 2014 à un niveau d'émission plus bas que celui de 2008.

[...]

Et si un désastre nucléaire se produisait chez nous ?

Les nombreux équipements nucléaires vieillissants de la France, mal entretenus à cause des restrictions budgétaires et de l'utilisation intensive d'une sous-traitance inexpérimentée, les risques sismiques, etc., nous font vivre en permanence sous la menace d'une catastrophe atomique. Cela nous mettrait dans la même situation que ce que vivent les japonais, menacés pour longtemps dans leur santé. Nous serions soumis aux mêmes règles, et on nous obligerait à vivre en zone contaminée...

Mais si une catastrophe nucléaire se produit, la meilleure réaction est de fuir si possible, même si les autorités annoncent que « tout est sous contrôle ! », et attendre à distance d'en savoir plus. Seules les infos provenant du secteur associatif et en particulier de la Criirad seront crédibles, et si elles sont neutralisées par le pouvoir, c'est que la situation est grave.

Les Japonais ont fait confiance aux autorités et beaucoup sont restés exposés trop longtemps avant de partir, la première vague de contamination étant toujours la plus dangereuse.

PIERRE PÉGUIN

1. Informations fournies par l'association International Physicians for the Prevention of Nuclear War (IPPNW) [Médecins pour la Prévention de la Guerre Nucléaire]. Fondée à Genève en 1980, elle a reçu le prix Nobel de la paix en 1985. IPPNW fédère des groupes de médecins, étudiants, personnels de santé, et autres citoyens concernés dans 64 pays.

2. Ethos-Core est une somme de programmes initiés par des nucléocrates français et appliqués en Biélorussie pour convaincre les habitants que vivre dans le « jardin nucléaire » est possible. Il s'agit à tout prix de sauver l'industrie atomique en rendant responsables de leur santé les habitants eux-mêmes.

3. Criirad : Commission de Recherche et d'Information Indépendante sur la Radioactivité.

Abonnement à Creuse-Citron

Les frais d'envoi sont de plus de 2 € par numéro. Creuse-Citron étant à prix libre, vous pouvez ajouter ce que vous voulez, sachant que le coût de fabrication d'un numéro est de 50 cts.

4 numéros (1 an) = 8 € (frais d'envoi) + ... (prix libre)

8 numéros (2 ans) = 16 € (frais d'envoi) + ... (prix libre)

Indiquez le nombre de numéros que vous désirez recevoir, libellez votre chèque à l'ordre de *Citron Libre*.

Adressez-le à Creuse-Citron, BP 21, 23 200 Aubusson.

MICRON 1^{er} Chanson de Carnaval (sur l'air de Cadet-Roussel)

Chantée le 20 février à Guéret, tandis que brûlait l'effigie du roi de Carnaval, Micron^{1er}, roi des riches et triste sire, désespoir du printemps, promoteur de la grisaille éternelle, ennemi des braves gens, de la terre nourricière et du peuple des oiseaux.

Micron 1^{er} dans son landau, alignait déjà les zéros (bis)
Plutôt que de têter sa mère, faisait risette aux actionnaires...
Ah, ah, ah mais bien sûr, Micron 1^{er} est une ordure !

Micron 1^{er} a un palais, et quelques centaines de valets (bis)
Il est contre la vie d'artistes, préfère le conseil des sinistres...
Ah, ah, ah mais bien sûr...

Micron 1^{er} aime les ouineurs, le baratin des manadjeurs
(bis)
Soyez bien sûrs que quoi qu'il fasse, les p'tites gens sont
dans la mélasse...
Ah, ah, ah mais bien sûr...

Comme il voudrait bien nous faire taire, Micron 1^{er} déclare la
guerre (bis)
Qu'importent les flics et la préfète, nous on chante encore à
tue-tête...
Ah, ah, ah mais bien sûr...

Micron 1^{er} à l'air d'un con, personn' va plus aux élections (bis)
On a compris qu'tous ces gommeux, on peut bien s'débrouiller
sans eux...
Ah, ah, ah mais bien sûr...

Micron 1^{er} traverse la rue, on cherche un vendeur au
Prisu' (bis)
Qui l'a mis cul par dessus tête ? Bali-Balo à mobylette...
Ah, ah, ah mais bien sûr...

Micron 1^{er} ne r'viendra pas, on a qu'une vie et c'est comme ça
(bis)
Il s'était pris pour Jupiter, et le voilà six pieds sous terre...
Ah, ah, ah mais bien sûr...

VARIANTE

Au lieu d'faire des allocutions, y d'vrait donner sa démission
(bis)
Renoncer à gérer les crises, que revienne le temps des
cerises
Ah, ah, on n'en veut pas, des dirigeants et d'eux États !
Ah, ah, nous on n'veut pas, vivre confinés comme des rats !!

Feuille d'hiver

« Moi, Bertolt Brecht, je suis des forêts noires. Ma mère m'a porté dans les villes quand j'étais dans son ventre. Et le froid des forêts en moi restera jusqu'à ma mort. »

C'était juste après la sortie de l'enfance. Je venais sans doute de comprendre que quelque chose n'allait pas. J'ai un souvenir étonnamment précis d'une promenade dominicale en famille, sur un terribil voisin de la maison : étrange morceau de nature repoussant au milieu d'un paysage industriel déjà en liquidation (c'est là d'où je viens).

Je me souviens m'être dit très nettement : « c'est dommage, j'étais plutôt doué pour la vie, pour le bonheur, pour la lumière du soleil ; j'étais porté vers ça. Malheureusement, je suis né dans ce monde-ci, où tout cela n'a pas sa place, où ce n'est pas possible. C'est dommage. »

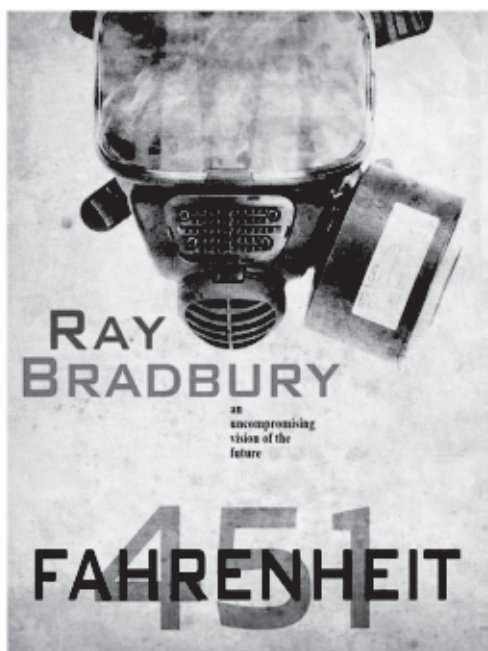
Le génie, c'est l'enfance retrouvée à volonté (Baudelaire). Ce n'est pas facile.

« La vérité est presque toujours vaincue, mais jamais tout à fait. La vérité parle depuis des millions de tombes anonymes, de fosses communes, et nous pouvons encore en distinguer la trace, comme une vieille cicatrice presque effacée qu'un mouvement du corps fait réapparaître l'espace d'un instant sur le visage des survivants, même les plus résignés, même ceux qui ont choisi d'oublier ce en quoi, ne fût-ce qu'un moment, ils avaient espéré. La vérité est le trou, l'énorme vide de nos existences. » Piergiorgio Bellocchio, *La Cicatrice*.



D'après Rebeyrolle, *Le Cyclope*.
Hommage à Georges Guingouin, musée d'Eymoutiers

Mauvaises lectures



Fahrenheit 451. Par Ray Bradbury. Disponible en collections de poche chez plusieurs éditeurs.

Dans son roman de science-fiction publié en 1953 et mis en scène au cinéma par François Truffaut en 1966, Ray Bradbury décrit une société qui, par certains aspects, entre fortement en résonance avec la période que nous vivons.

Son personnage principal, Guy Montag, est pompier-pyromane. Il n'y a plus d'incendies à éteindre, le rôle des pompiers est désormais de brûler les livres, considérés comme dangereux pour l'équilibre des individus et de la société.

Montag évolue dans un monde où les écrans sont omniprésents dans les habitations au point d'en recouvrir les murs. Et ce qui y est montré se substitue peu à peu à la réalité de leur propre vie pour ceux qui s'y plongent. Il vit dans un monde où il est suspect de se promener la nuit dans les rues, sans autre but que de voir le jour se lever. Dans un monde enfin, où, devenu fugitif pour avoir caché des livres, il se retrouve traqué par un robot chien policier.

Ce passage est glaçant de réalisme, pour nous qui avons vu apparaître depuis un an, les drones et les robots dans l'espace public.

Pourtant, note d'espoir à la fin du livre, il existe encore des chemins de traverse pour s'extraire de ce monde désespérant et retrouver un peu d'humanité.

Couverture de l'édition en anglais chez Ballantine Books / Minotauro, 1953.

Paris 1871, L'histoire en marche. 21 circuits pédestres sur les traces de la Commune.

Par Josef Ulla. Les Éditions libertaires 2020.

Les quelques mois de la Commune de Paris de 1871 sont unanimement reconnus comme fondateurs de cet immense espoir que fut le socialisme. En quelques mois, en effet, que d'idées furent formulées et mises en actes ! Paradoxalement, on connaît mal l'histoire foisonnante et multiforme de la Commune.

Ce livre comble cette lacune. En 300 pages sculptées d'innombrables iconographies de l'époque ce livre nous propose

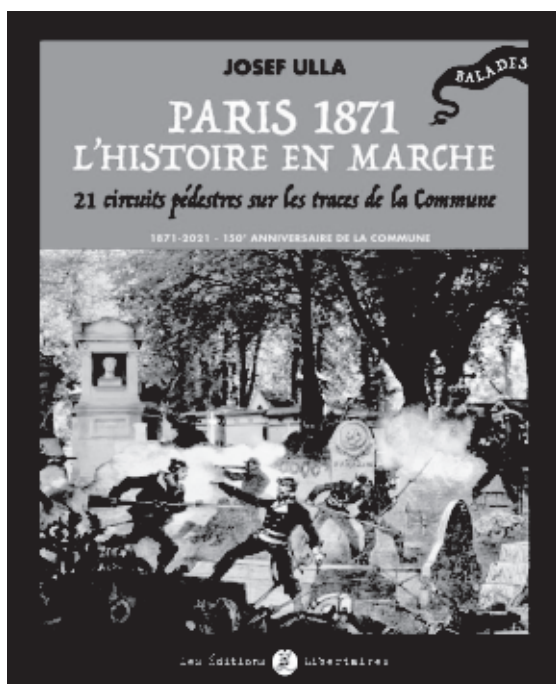
vingt et un circuits pédestres de quelques kilomètres chacun dans les vingt arrondissements de Paris. À la découverte de tout ce qui s'y est passé lors de la Commune en tant que grands ou petits événements. Et c'est tout à la fois passionnant et bouleversant !

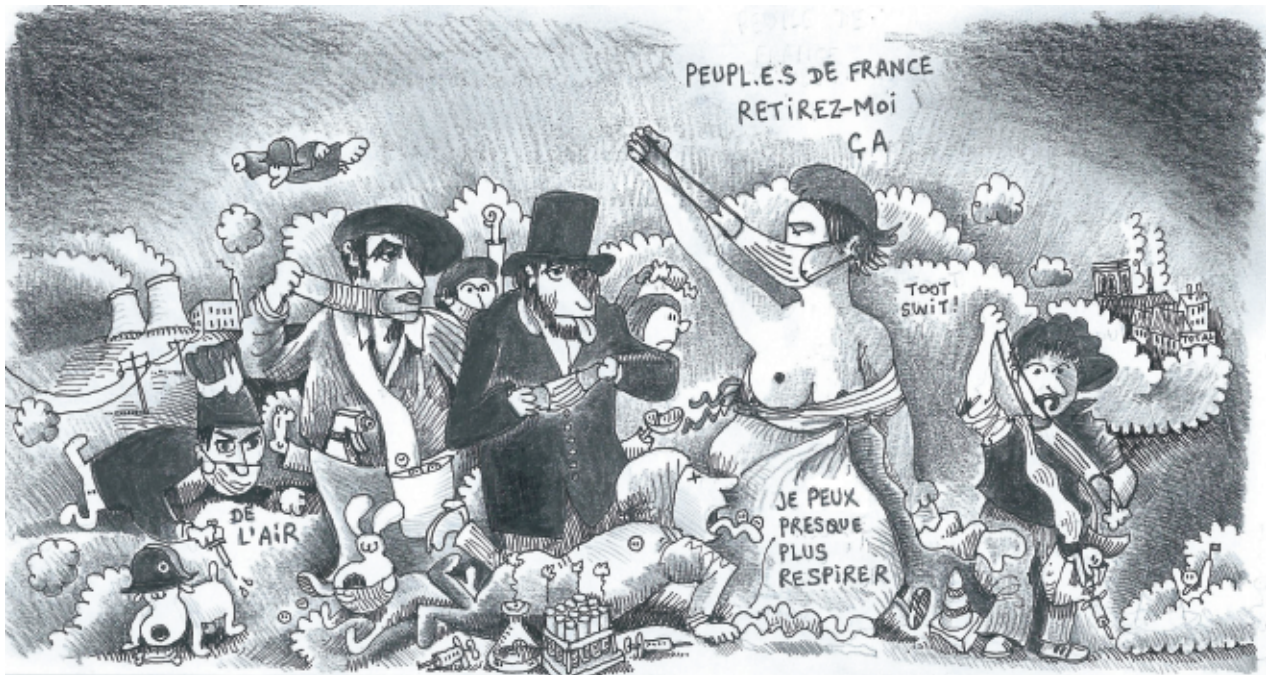
Cet ouvrage propose une déambulation pédestre à la recherche des lieux où se déroulèrent des moments forts de cet épisode révolutionnaire, ainsi qu'une imprégnation historique afin de donner envie d'en apprendre davantage sur ces femmes et ces hommes, ces anonymes de 1871, sur leurs actions et leurs rêves d'avenir.

Marcher sur les pas des communards, dans les endroits où ils vécurent, où ils rêvèrent, où ils édifièrent, où ils combattirent, donne une autre dimension à cet épisode historique.

Parcourir de son regard la place de l'Hôtel de Ville; en imaginer sa façade recouverte de drapeaux rouges, emblèmes de la Commune; entendre la liesse populaire en ce jour de la proclamation de la Commune de Paris; déambuler sur les places où vivait cette population parisienne, les ouvriers, petits artisans, gens du peuple; se mélanger aux femmes qui tenaient réunion dans les nombreux clubs de Paris; se joindre aux petits gavroches édifiant les barricades; prêter l'oreille pour tenter d'entendre les bruits de la révolution du 18 mars sur les hauteurs de Montmartre; puis caresser les murs du jardin du Luxembourg, encore marqués des éclats de balles des fusillades de la Semaine sanglante, c'est toucher du bout des doigts les réalités de cette révolution.

Chaque fois, des informations éclairent l'histoire des lieux parcourus, et des données thématiques complémentaires vous permettent une première approche des événements. Les écrits de Prosper-Olivier Lissagaray (Histoire de la Commune de 1871), de Jules Vallès (L'Insurgé), de Louise Michel (La Commune, Histoire et souvenirs), et de Victorine Brocher (Souvenirs d'une morte vivante), acteurs historiques, vous accompagnent dans cette randonnée.





Un de moins !...

On ne le verra plus dans les manifs, le grand bonhomme, cigare en travers, qui distribuait *Creuse-Citron* et autres tracts; notre camarade Jean-Luc Roy a été brutalement rendu à la circulation universelle au début du mois de mars.

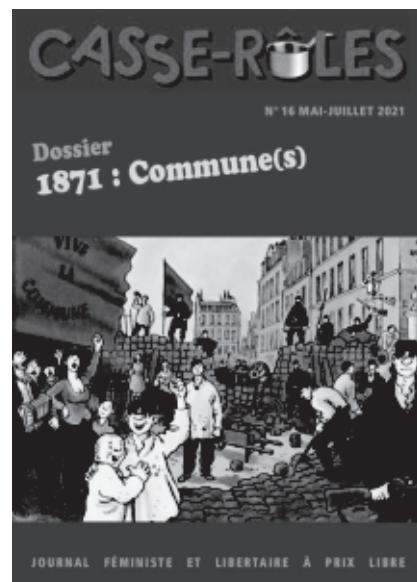
Ouvrier à la chaîne à la Manu (Manufacture des armes et cycles de Saint-Étienne), où il côtoya Bernard Lavilliers, et, comme il tenait la route dans son métier, il est devenu prof de mécanique générale au lycée technique de La Valette à St-Vaury.

Militant à la CGT éducation, il fit un passage au PC. Et c'est à l'occasion du mouvement des chômeurs, en 1997, qu'il s'est rapproché d'AC chômage et des anars. Alors responsable du Secours populaire il approvisionnait les copains qui occupaient la mairie de Guéret.

Il a participé à *Creuse-Citron* et à sa diffusion dès le début en 2004.

Vu que nous n'y croyons pas plus que lui, nous ne dirons pas « paix à son âme », mais plutôt « c'est dommage, tu aurais pu faire encore un bout de route avec nous. »

Le dernier n° de *Casse-Rôles* est arrivé, avec un grand dossier sur les femmes de la Commune



Où trouver *Creuse-Citron* ?

Aubusson : Librairie *La Licorne*

Au Fabuleux Destin café-spectacle

Épicerie bio *Ethiquête*

Presse d'Aubusson, 31, Grande-Rue

Librairie d'occasion *Au Petit Bonheur*

Brasserie *La Capsule* rue Jules Sandeau

Auzance : Sur le marché *Boulangerie Perrine Garreau*

Boussac bourg : *Ferme de Chauveix*

Théâtre d'Or, Les Martinats

Bussière-Dunoise : Bar-coiffeur *Pignaut*

Chambon-sur-Voueize : *Le Bistrot d'autrefois*

Dun-le-Paestel : Librairie *Feugère*, 1, rue des Sabots

Évaux-les-bains : Bar-tabac *Le Rallye*

Cinéma *Alpha*

Eymoutiers : Librairie *Passe-Temps*

Ressourcerie *Le Monde allant vers*

Café des enfants

Felletin : Bar-tabac *Le Troubadour*

Ressourcerie *Court-circuit*

Sur le marché *Boulangerie Perrine Garreau*

Guéret :

Coop des champs, rue de Lavillatte

Bar de la Poste, rue Martinet

Librairie *Les Belles Images*, rue É.-France

Librairie *Au fil des pages*, place du Marché

Bar-tabac *Le Bolly*, 2, rue Maurice-Rollinat

Jarnages : *L'Alzire*, café hôtel restaurant

Lavaveix-les-Mines : *Les Ateliers de la mine*

Tabac Presse

Limoges : *CIRA*, 64, rue de la Révolution

Pontaurum : Épicerie bio *La Gentiane*

Royère-de-Vassivière : Bar *L'Atelier*

Tabac - Presse - Loisirs

St-Sulpice-le-Guérois : *Le Caméléon* café,

Claverolles

La Souterraine : *Le Panier du coin*

La Villetelle : Tabac Presse

et sur <http://creuse-citron.legtux.org/>

Courrier postal : *Creuse-Citron*

BP 21 23200 Aubusson

Courriel : creuse-citron@legtux.org

Impression : Espace Copie Plan, Guéret



La copie et la diffusion des textes publiés dans ce journal sont libres et fortement encouragées.

Creuse-Citron

s'adresse à tous ceux et celles qui luttent contre la falsification de l'information et la diffusion généralisée de l'idéologie libérale. C'est un journal indépendant et libertaire qui s'interdit toute exclusive et tout prosélytisme en faveur de telle ou telle organisation syndicale ou politique. Ce journal est réalisé par le Collectif libertaire *Creuse-Citron*.

Nous vous proposons *Creuse-Citron* à prix libre. C'est, pour notre collectif, une démarche politique, non marchande, alors que, par ailleurs, l'habitude est de payer le même prix, que l'on soit fortuné ou pauvre. Le prix libre n'est pas pour autant la gratuité : c'est donner la possibilité d'acquérir un même produit selon ses moyens et ses motivations.